



Projet de loi de finances 2016

Le désarroi des députés de la majorité

Les députés de la majorité à savoir, ceux du Front de libération nationale et du Rassemblement national démocratique vivent un vrai désarroi par rapport à certaines dispositions contenues dans le Projet de loi de finances 2016, présenté, hier, au parlement par le ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa.

Page 3

Elles baisseront à 151 milliards de dollars à fin 2015

Les réserves de change de l'Algérie s'amenuisent



Les réserves de change de l'Algérie s'amenuisent plus rapidement que l'on imaginait, gravement affectées par le poids de la crise pétrolière. Elle s'établiront à 151 milliards de dollars à fin 2015 et baisseront encore jusqu'à 121 milliards de dollars à fin 2016, selon les chiffres avancés hier, par le ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, lors de l'examen du projet de loi de finances 2016 à l'Assemblée populaire nationale (APN).

Page 3

Accidents de la circulation

28 morts en une journée

Page 24

Les syndicats remettent en cause la charte de Benghebril

Nouvelles menaces de grève dans l'éducation



Page 2

Affaire Sonatrach 1

Le procès programmé pour le 27 décembre

Le procès Sonatrach 1 aura lieu le 27 décembre prochain devant le tribunal criminel d'Alger avec, au box des accusés, 19 personnes dont des ex-responsables du groupe Sonatrach et de sociétés étrangères qui doivent répondre de faits liés à la "corruption", selon le rôle complémentaire de la deuxième session criminelle 2015.

Page 2

3^{ème} sommet du Forum des pays exportateurs du gaz (FPEG)



Par Amine Bensafi

Le Premier ministre Abdelmalek Sellal assistera aujourd'hui, à Téhéran au 3^{ème} sommet du Forum des pays exportateurs du gaz (FPEG), sommet marqué par les difficultés des pays producteurs en raison de la crise mondiale. Ce matin, le 3^e Sommet FPEG aura d'ailleurs pour ordre du jour les perspectives de marché et la stratégie du Cartel,

Sellal à Téhéran pour défendre le gaz algérien

qui dit ne pas se positionner en tant que tel, tandis que les dirigeants examineront la possibilité de tenir des réunions bilatérales en marge des séances de travail. Ce sommet au plus haut niveau a été précédé, samedi par la réunion ministérielle en présence du ministre algérien de l'Energie, Salah Khebri. Parmi les points inscrits à l'ordre du jour du sommet, le ministre iranien de l'Energie a cité «la souveraineté des Etats membres du FPEG sur toutes leurs ressources gazières ainsi que le renforcement des politiques de coopération et de coordination entre les Etats». Par ailleurs, M. Zanganeh rappelé le rôle du gaz naturel

en tant que ressource énergétique propre dans la réduction des émissions de gaz carbonique ajoutant que la réunion ministérielle du FPEG se propose de transmettre un message aux participants au sommet de l'ONU sur les changements climatiques prévu fin novembre à Paris. Les travaux de la réunion ministérielle extraordinaire du FPEG, tenu à huis-clos, a été sanctionnée par l'adoption de l'ordre du jour du sommet et de sa déclaration finale. Entre temps, l'Iran, pays organisateur a mené des discussions avec les principaux membres, dont la Russie, le Qatar et l'Algérie. Page 5





Les syndicats remettent en cause la charte de Benghebrit

Nouvelles menaces de grève dans l'éducation

La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, qui a tenté de désamorcer la crise qui secouait le secteur de l'Education, à travers la charte de l'éthique et de déontologie proposée aux syndicats, se trouve confrontée à une nouvelle vague de menaces de débrayage, annoncé pour les jours à venir.



Par Louiza Ait Ramdane

Au moment où le ministère de l'Education nationale pensait être parvenu à apaiser la situation et assurer la stabilité au sein du secteur, voilà que les syndicats remettent en cause le projet de la charte qui garantit cette stabilité en refusant de ratifier son texte d'application. Ils ont affiché une certaine prudence quant à la signature de cette charte de paix. Après la position du Conseil national autonome des professeurs du secondaire et technique (Cnapest) qui a exprimé son refus de signer la charte, ainsi que le Conseil des lycées d'Algérie (CLA), c'est au Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE) d'émettre des réserves sur le projet de la charte de l'éthique de la profession, proposée par le ministère de l'Education nationale. En marge d'une rencontre d'information des adhérents de ce syndicat, M. Abdelkrim Boudjenah a déclaré à l'APS que le secrétariat général du SNTE "doit consulter sa base sur le contenu du projet de cette charte", qu'il trouve "incompréhensible", ajoutant que son syndicat exprime des réserves à ce projet. Le SNTE a proposé à la ministre de l'Education nationale

d'ouvrir un débat élargi aux personnels du secteur sur ce sujet, a-t-il souligné. Le secrétaire général du SNTE a estimé que le projet de la charte de l'éthique de la profession "comporte des fautes dans la traduction du texte du français vers l'arabe", tout en critiquant le fait qu'il "s'est focalisé sur les devoirs des travailleurs." Aussi, la situation s'annonce délicate surtout avec les menaces de grèves brandie ici et là par les syndicats qui semble non convaincus des propositions de Benghebrit pour la signature d'un accord de paix. En effet, après la grève d'une journée menée par le syndicat autonome des lycées d'Alger (CLA) afin de tirer la sonnette d'alarme, sur tous les problèmes socioprofessionnels qui rongent le secteur de l'éducation nationale depuis plusieurs années, c'est au tour des adjoints de l'éducation affiliés au Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE) d'annoncer un débrayage pour le 7 décembre, suivi d'un rassemblement au niveau nationale. Le syndicat estime que le ministère de l'Education les a abandonnés à leur sort et ne témoigne d'aucune volonté de résoudre leurs problèmes socioprofessionnels, problèmes qui "traînent depuis des années". Lors

d'une conférence de presse organisée avant-hier, la coordination des adjoints de l'éducation n'a pas manqué de dénoncer la politique de "deux poids deux mesures" adoptée par le ministère de l'Education, qui, selon elle, a consacré plus de temps pour résoudre les problèmes de certaines catégories du personnel de l'éducation en ignorant les autres.

La coordination des adjoints de l'éducation insiste sur la nécessité de cette catégorie dans l'élaboration du nouveau statut particulier. Les adjoints de l'éducation considèrent que la position de la tutelle "n'a pas changé et n'a rien apporté de neuf depuis plusieurs années d'attente".

La ministre qui a tenté à travers le projet de charte dite de paix, de désamorcer la crise, et de trouver un terrain d'entente avec les syndicats, n'a pas réussi à convaincre une fois pour toute, les syndicats de ratifier son projet en raison selon ces derniers, de ce qui est qualifié de "climat de méfiance". La ministre de l'Education nationale a échoué, pour la énième fois dans son processus de paix avec le partenaire sociale qui semble perdre confiance en sa tutelle.

L.A.R.

Durant les dix premiers mois de l'année Déficit commercial de 10,8 milliards de dollars

La balance commerciale de l'Algérie a enregistré un déficit de 10,825 milliards de dollars (mds usd) sur les 10 premiers mois de l'année 2015, contre un excédent de 4,29 mds usd à la même période de 2014, a appris, hier, l'APS auprès des Douanes algériennes.

Sur la période janvier-octobre 2015, les exportations ont reculé pour s'établir à 32,11 mds usd contre 53,28 mds usd sur la même période de comparaison, soit une chute de 39,73%, indique le Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes (Cnis).

Les importations ont, aussi, baissé mais à un moindre rythme pour se chiffrer à 42,94 mds usd contre 48,99 mds usd, en baisse de 12,35%, selon la même source. Les exportations des hydrocarbures se sont réduites en passant à 30,35 mds usd contre 51,22 mds usd, en baisse de 40,74%.

Les exportations hors hydrocarbures ont également baissé pour se chiffrer à 1,76 mds usd (-14,47%), précise le Cnis. Les produits hors hydrocarbures exportés sont constitués essentiellement du groupe demi-produits avec près de 1,44 mds usd (-14,56%), les biens alimentaires avec 207 millions de dollars (-17,86%) et les produits bruts avec 87 millions de dollars (-6,45%).

Les exportations des biens de consommation non alimentaires, d'une valeur de 9 millions de dollars, ont enregistré une hausse de 12,5%.

Pour ce qui concerne les importations, la tendance baissière a marqué les différentes catégories des produits à l'exception des biens d'équipements agricoles qui ont augmenté de 5,78% pour atteindre 567 millions de dollars. Les plus importantes baisses des importations ont touché les produits bruts avec des importations de 1,28 mds usd (-20,04%), le groupe des énergies et lubrifiants avec 1,88 mds usd (-18,93%), les produits alimentaires avec 7,78 mds usd (-18,06%) et les biens de consommation non alimentaires avec 7,17 mds usd (-17,89%). Pour ce qui concerne les demi-produits importés, la facture a diminué à 9,84 milliards (-8,45%), tandis que les biens d'équipements industriels ont aussi reculé à 14,41 mds usd (-7,31%).

R. N.

Numéro vert de la police 15-48 Près de 1,5 million d'appels enregistrés

Les services de police ont reçu 1.499.642 appels téléphoniques sur le numéro vert "15-48" et celui de la police de secours "17" durant les neuf premiers mois de l'année 2015. Selon le bilan publié samedi par les services de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), les appels concernent "190.477 demandes d'intervention et de secours, 45.093 signalements d'accidents de la route, 487.075 demandes de renseignements et 776.997 appels divers". Une étude ayant touché un échantillon de citoyens de différentes catégories de la société a démontré que la plupart des citoyens recourent au numéro vert pour dénoncer les crimes et demander des conseils.

Le responsable de la cellule de communication, le commissaire principal, Amer Laaroum, a souligné que la "majorité des citoyens connaissent le numéro vert "15-48", ajoutant que l'efficacité de ce numéro s'explique par la prise en charge de ces appels par les services de police". Il a fait savoir dans ce sens que plusieurs opérations criminelles ont été contrecarrées grâce aux appels sur le numéro vert, soulignant que les appels concernent également les préoccupations quotidiennes du citoyen.

R. N.

Affaire Sonatrach 1

Le procès de programmé pour le 27 décembre

Le procès Sonatrach 1 aura lieu le 27 décembre prochain devant le tribunal criminel d'Alger avec, au box des accusés, 19 personnes dont des ex-responsables du groupe Sonatrach et de sociétés étrangères qui doivent répondre de faits liés à la "corruption", selon le rôle complémentaire de la deuxième session criminelle 2015.

Parmi les accusés figurent l'ex Président directeur général (PDG) du groupe national Mohamed Meziane et le patron du groupe allemand Contel Algérie Funkwerk, El Smail Mohamed Réda ainsi que huit (8) directeurs exécutifs de Sonatrach dont Amar Zenasni res-

pensable du transport par pipeline et le directeur des activités d'amont Belkacem Boumediène.

Cette affaire a été reportée à deux reprises en mars et juin derniers pour plusieurs motifs, dont celui d'"absence de témoins". Sur la liste des accusés figurent également 4 entreprises étrangères ayant bénéficié "frauduleusement" de marchés publics, au préjudice de Sonatrach. Parmi les chefs d'accusation retenus contre les accusés dont 7 en détention, figurent "association de malfaiteurs", "passation de marchés contraires à la loi pour accorder des privilèges injustifiés à des tiers", "blanchiment d'ar-

gent", "augmentation de prix dans des contrats avec une entreprise publique", "détournement de deniers publics" et "blanchiment d'argent et corruption".

Selon l'arrêt de renvoi, les faits concernent cinq (5) marchés "frauduleux" d'une valeur de 1100 milliards de centimes accordés par l'ex PDG de Sonatrach au groupe allemand Contel Algérie Funkwerk Pletarc dans le cadre d'un projet d'acquisition d'équipements de télésurveillance et de protection électronique des complexes du groupe national à travers le pays.

Ces contrats ont été accordés dans le cadre du gré à gré en

contrepartie d'actions acquises au profit des deux fils du patron de Sonatrach, Fawzi et Réda Méziane, dans le groupe Contel, selon la même source.

Le groupe Contel Algérie Funkwerk Pletarc et son patron El Smail DJaafar Mohamed Réda, principal accusé dans cette affaire, a obtenu des privilèges injustifiés alors que ses offres étaient plus élevées que celles des autres soumissionnaires.

Le groupe Sonatrach, selon l'arrêt de renvoi toujours, a conclu un marché jugé douteux avec Saipem Algeria (Italie) pour la réalisation du gazoduc liant

l'Algérie à l'Italie (Sardaigne).

L'enquête a révélé qu'un des fils de Mohamed Meziane travaillait comme conseiller, depuis 2006, auprès du patron de Saipem Algérie, Tullio Orsi.

Ce dernier est poursuivi par le parquet de Milan dans le cadre d'une affaire de corruption impliquant le groupe pétrolier italien ENI dont Saipem est une filiale.

Le marché, d'une valeur de 586 millions de dollars a été sous traité à une société française PIE CAPAG, par Saipem, sa rivale dans la consultation limitée ouverte par Sonatrach, fait ressortir l'arrêt de renvoi.

R. N.

Elles baisseront à 151 milliards de dollars à fin 2015

Les réserves de change de l'Algérie s'amenuisent

Les réserves de change de l'Algérie s'amenuisent plus rapidement que l'on imaginait, gravement affectées par le poids de la crise pétrolière. Elle s'établiront à 151 milliards de dollars à fin 2015 et baisseront encore jusqu'à 121 milliards de dollars à fin 2016, selon les chiffres avancés hier, par le ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, lors de l'examen du projet de loi de finances 2016 à l'Assemblée populaire nationale (APN).



Par M. Ait Chabane

Autant dire que les autorités publiques assistent impuissantes face au tarissement du matelas financier de l'Algérie que représentent ces réserves de change cumulées lors de ces dernières années de faste où l'or noir flirtait avec les 150 dollars le baril. Se voulant rassurant, le premier argentier du pays juge tout de même "important" ce capital qui permettra, selon lui, à l'Algérie de résister encore quelques années à la crise économique.

Néanmoins, "la vigilance est de mise dans la gestion de nos ressources et la rigueur est notre règle de travail", a-t-il apostrophé pour dire toutes les précautions prises par le gouvernement pour atténuer les impacts de la crise et sauvegarder le tissu économique national des aléas dangereux de cette conjoncture pétrolière cruciale. Dans cette optique, les multiples taxes et autres incidences financières supplémentaires introduites sur le PLF 2016 viennent justement suppléer, un tant soit peu, à ce large manque à gagner suscité par une baisse drastique des

recettes de la fiscalité pétrolière. A ce propos, le ministre des Finances a fait valoir que l'objectif du gouvernement était d'optimiser les ressources de l'Etat en veillant à limiter leur gaspillage. Ce projet de loi repose sur une gestion "prudente" des ressources de l'Etat, selon le ministre qui a, toutefois, assuré que la politique sociale du gouvernement, consistant à soutenir les prix des produits de première nécessité, est "maintenue". Il a aussi soutenu que les subventions devraient être "mieux ciblées" de façon à en faire mieux profiter les couches défavorisées. En somme, a-t-il résu-

mé, ces prévisions sont "réalistes" et prennent en considération les "dangers et risques" qu'encourt l'économie nationale dans la conjoncture actuelle de baisse des recettes pétrolières du pays. Il a également souligné que la réduction des dépenses budgétaires était "sélective" et qu'elle n'allait affecter ni les secteurs sensibles, tels que ceux de la santé et l'éducation, ni la cadence de réalisation des projets de développement. En d'autres termes, la rigueur budgétaire et la politique de rationalisation des dépenses publiques prônées par le gouvernement pour atténuer les effets de la crise pétrolière, pourraient s'avérer vains dans un avenir tout proche face à l'aggravation de la dégringolade des cours de pétrole. Certes, l'Algérie dispose, actuellement, d'un matelas financier par lequel elle compense le large déficit des recettes, mais la situation irait se dégradant si les indicateurs restaient toujours dans le rouge durant ces deux années à venir. A ce train, les équilibres financiers du pays, déjà assez ébranlés, vont se vulnérabiliser davantage.

M. A. C.

Ils tiennent à la légitimité des institutions élues

Trois partis expriment leur rejet de l'initiative des 19

Les représentants des partis de l'Alliance nationale républicaine (ANR), du Parti du Renouveau algérien (PRA) et du parti Ennasr El Watani ont exprimé samedi leur "rejet" de toute tentative visant à "mettre en doute la légitimité des institutions élues" et à "ébranler la confiance du peuple en ses dirigeants".

A l'issue d'une rencontre de concertation au siège de l'ANR, les représentants des trois partis ont exprimé leur rejet de toute tentative visant à mettre en doute la légitimité des institutions élues et à "ébranler la confiance du peuple en ses dirigeants (...)".

"Le président de la République est responsable devant le seul peuple algérien souverain", ont affirmé les trois partis avant de "saluer" l'engagement du président Bouteflika à poursuivre le processus de réformes par la finalisation du projet de révision constitutionnelle de manière à "réaliser les aspirations du peuple algérien, renforcer la pratique démocratique et consacrer la souveraineté du peuple".

Au plan international, les trois partis ont dénoncé les actes criminels ayant ciblé récemment Paris et Bamako rappelant que ces actes terroristes "sont étrangers aux valeurs humaines et aux préceptes de l'Islam". Ils ont salué, dans ce cadre, la position de l'Algérie qui "a toujours soutenu les efforts visant l'éradication du terrorisme et l'instauration de la paix et de la sécurité en faveur d'un climat politique et économique favorable au renforcement des institutions démocratiques". La rencontre d'aujourd'hui s'inscrit dans le cadre des concertations lancées par l'ANR au début de l'année et regroupant les partisans du pouvoir dans le but de créer un "espace de concertation politique qui permet la concrétisation du programme du président de la République" et les partis de l'opposition en vue de "rapprocher les vues", a précisé le président du parti, Belkacem Sahli. R. N.

Projet de loi de finances 2016

Le désarroi des députés de la majorité

Par Nacera Bechar

Les députés de la majorité à savoir, ceux du Front de libération nationale et du Rassemblement national démocratique vivent un vrai désarroi par rapport à certaines dispositions contenues dans le Projet de loi de finances 2016, présenté, hier, au parlement par le ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa.

En fait, la commission des finances de l'APN présidée par le FLN a pour la première fois dans l'histoire de l'examen des projets de loi des finances de la chambre basse proposé l'abrogation d'une dizaine d'articles de ce projet de texte, la modification d'une vingtaine d'autres ainsi que l'introduction d'un nouvel article. Dans le rapport de cette commission, il est mentionné que le déficit du commerce extérieur devrait s'établir à 26,4 milliards de dollars sur l'exercice 2016, en prédisant aussi un déficit de la balance des paiements de l'ordre de 30,3 milliards de dollars sur la même année.

Parmi les articles abrogés, il y a l'article 71 qui permet l'instauration d'un mécanisme de maintien d'équilibre budgétaire susceptible de "permettre le gel ou l'annulation des crédits en cas de perturbation des équilibres généraux de la loi de finances ou de l'équilibre budgétaire prévu". Dans son exposé, le ministre des Finances n'apprécie pas cette

abrogation et souligne que cette disposition existe déjà dans la loi 22-84 portant lois des finances et dans la loi des finances complémentaire de 2015 voté par le Parlement. Alors que selon des députés, dont, ceux de la majorité (FLN, RND) cette prérogative revient au législateur. A ce propos, Ahmed Khelifa membre de la commission de finances qui dit s'exprimer comme membre de cette instance et non comme représentant d'un parti défend l'abrogation de cet article. Il affirme qu'il fait appel à sa conscience personnelle. Ce député, affirme que la commission ne reviendra pas sur ces abrogations. Il cite aussi l'abrogation des articles 13 relatifs à ce qui est appelé "médicaments de confort", car selon ce député, tant qu'un médicament est préinscrit par le médecin, il est important pour le patient. La commission veut aussi le maintien de la taxe de 1% sur les contrats de publicité alors que le gouvernement l'a supprimé. La commission de l'APN a aussi abrogé l'article 53 relatif aux terrains relevant du domaine privé de l'Etat destiné à l'investissement à caractère touristique, font objet d'une concession convertible en cession. Dans le texte, il est aussi prévu le relèvement de la taxe sur le gaz de torchage de et la répartition de son produit entre le budget de l'Etat (50%) et le Fonds national pour les énergies renouvelables. A ce

propos, la commission propose une taxe de 1600 dinars au lieu de 14.000da.

Le projet de ce texte révisé le montant de la vignette automobile en l'augmentant en fonction du type du véhicule, de son âge et de sa puissance, dans une fourchette allant entre 16 et 40%. Sur un autre volet, le PLF 2016 propose d'ajuster le taux de la TVA pour passer de 7% à 17% sur la vente de gazole, la consommation du gaz naturel dépassant 2.500 thermie/trimestre et sur la consommation d'électricité dépassant les 250 kilowatt-heure/trimestre. Dans ce cadre, la commission propose une diminution de 1da pour le gazole et un 1 de plus pour l'essence. La commission propose des taxes sur l'alcool et les infractions de conduite dangereuses. Ainsi des députés de la majorité affichent qu'ils ne soutiennent pas certaines dispositions de PLF 2016 pourtant, ils ont reçu des instructions des directions de leurs partis pour soutenir ce texte. A ce propos, on se rappelle de la réunion d'Ouyahia avec le groupe parlementaire de son parti le RND, ou il a donné des instructions pour soutenir le PLF 2016. Cependant, il faut attendre le jour de vote pour voir si les députés de la majorité iront jusqu'au bout de leurs convictions personnelles ou céderont à leurs obligations partisans ?

N.B.

Pour éviter toute récupération

Les nouvelles tâches de la mosquée expliquées

Le ministre des Affaires religieuses et des Waqfs, Mohamed Aissa intervient une nouvelle fois, pour rappeler la mission principale des mosquées en ce moment de grandes polémiques sur l'Islam et les musulmans.



Par Rachid Chihab

Profitant de sa visite dans la ville des roses Blida, le ministre a rappelé que les mosquées "doivent être au service de la société et garantir une vie religieuse saine, loin de toutes les influences qui nuisent à l'image de l'Islam". Les mosquées, a-t-il dit, sont construites grâce à la contribution de la société. Aussi ces lieux de culte se doivent-ils d'assurer en plus de l'enseignement religieux, des services sociaux et économiques. Dans ce cadre, il a fait savoir que son département prévoit récupérer tous les biens Waqf exploités par des particuliers. Une tâche qui sera difficile puisque l'exploita-

tion de certains de ces biens remonte à plus de deux siècles. S'agissant de l'organisation des associations religieuses des mosquées, M. Aissa a révélé l'élaboration, par une commission relevant de son département ministériel, d'une loi qui sera soumise prochainement au Gouvernement pour adoption, et qui va définir et organiser la relation entre ces associations et l'imam. Ces associations auront un statut différent du reste des associations en raison de leur particularité.

Parlant de l'enseignement du Coran, il dira que les classes coraniques doivent garantir des cours de soutien scolaire, et leurs bibliothèques doivent être ouvertes aux élèves, aux étudiants ainsi qu'aux différentes franges de la

société quelles que soient leurs convictions, ce qui permettra de "concrétiser la nouvelle orientation dans la construction des mosquées qui concerne aussi bien les anciens que les nouveaux lieux de culte", a-t-il ajouté.

Concernant la collecte de la Zakat, le ministre a rappelé que le rôle de l'imam consiste à appeler à l'accomplissement de ce devoir, mais n'est nullement chargé de sa collecte, précisant que le Fonds Zakat est une institution indépendante "qui nous permet de se rappeler l'un des préceptes de l'Islam et d'en faire une institution sociale qui œuvre aux côtés des organisations de solidarité et ses associations de bienfaisance." Le fonds Zakat, a-t-il ajouté, est "une sorte de compte courant qui nous renseigne sur les sommes collectées et nous permet d'établir le nombre de nécessiteux avec exactitude et donc lutter contre la pauvreté en créant de petites entreprises et/ou des microentreprises qui contribueront au développement social et économique".

Les nouvelles mosquées se distinguent par la construction de locaux commerciaux sur des terrains appartenant aux biens waqf, permettant ainsi à ces lieux de culte d'être autosuffisants au plan financier, et productrices dont une partie des revenus est destinée à l'entretien des mosquées et le reste est versé au Fond national des Waqf pour son utilisation dans la réhabilitation des biens Waqf en Algérie. A la fin de sa visite le ministre a signé un document permettant la création du premier organisme "Iqraa" destiné à l'apprentissage du Coran, à l'échelle nationale, et dont le président d'honneur est l'imam Mohamed Brinissi plus connu sous le nom de Cheikh El Bouleidi. M. Mohammed Aissa a également procédé à la remise de décisions d'aide financières accordées sur budget de wilaya pour la construction de trois mosquées à Soumaa, Bouguerra et Mouzaia. Il a également assisté à la clôture de la journée d'étude sur la Zakat organisée au siège de la wilaya, comme il a inspecté, durant sa visite de travail dans la wilaya, les chantiers de construction de deux mosquées à Boufarik et Bouarfa et inauguré la mosquée "El Aqsa" à Douiret, dans la commune de Blida.

R.C.

Terroristes, auteurs d'attentats dans certains pays,

"Ils n'ont aucun lien avec l'Islam" affirme Mohamed Aissa

Les terroristes auteurs des attentats en France, au Liban, au Mali et dans d'autres pays du monde "n'ont aucun lien avec l'Islam", a indiqué, samedi à Blida, le ministre des Affaires religieuses et des waqfs, Mohamed Aissa.

Le ministre qui s'exprimait en marge d'une visite de travail dans la wilaya de Blida a souligné que "ces individus qui appartiennent à l'organisation terroriste ½ Daech", n'ont aucune relation ni avec l'Islam ni avec les musulmans", soutenant que ces derniers "n'ont pas appris les préceptes de l'Islam, n'ont pas fréquenté nos mosquées ni nos imams, encore moins nos savants".

"Les terroristes sont le pur produit de cercles de renseignement qui n'aiment pas l'Islam et qui recourent aux drogues fabriquées dans des

laboratoires pour manipuler des jeunes et leur faire adopter des concepts dont ils ne sont pas convaincus", a-t-il martelé, tout en rejetant "l'utilisation de l'Islam à des fins politiques". M. Aissa a rejeté toute utilisation de l'Islam à des fins inavouées et à des fins politiques, soutenant que la seule solution pour faire barrage à cette situation et aux idées préconçues "est le retour à l'Islam originel qui a uni le peuple algérien dans toute sa diversité contre le colonialisme français et qui les unit encore aujourd'hui contre des idées qui visent à le diviser et à le nuire". Il a ajouté que les institutions de l'Etat "veillent à la sécurité du pays", saluant les efforts de l'Armée nationale populaire (ANP) au niveau des frontières pour protéger le pays contre toute menace et fitna.

R. N.

Tizi Ouzou et Boumerdès

Découverte de quatre casemates

Quatre casemates aménagées contenant 4 mines de confection artisanale, ont été découvertes et détruites samedi par des détachements de l'Armée Nationale Populaire (ANP) à Tizi Ouzou et Boumerdès, indique dimanche un communiqué du ministre de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée, deux détachements de l'Armée Nationale Populaire relevant des secteurs opérationnels de Tizi Ouzou et de Boumerdès (1e Région

Militaire), ont découvert et détruit, le 21 novembre 2015, quatre (4) casemates aménagées contenant quatre (04) mines de confection artisanale", précise le MDN.

"Au niveau du secteur opérationnel d'El Bayadh (2e RM), un autre détachement, et en coordination avec les éléments de la Gendarmerie Nationale, a arrêté trois (3) narcotrafiquants et a saisi 840 kilogrammes de kif traité, un (1) camion, un (1) véhicule touristique et une somme d'argent s'élevant à 22.478.000 dinars algériens", ajoute-t-on.

"Par ailleurs et au niveau de la 6e RM,

des détachements relevant des secteurs opérationnels de Tamanrasset, de Bordj Badji Mokhtar et d'In Guezzam ont appréhendé douze (12) contrebandiers et ont saisi 19,6 tonnes de denrées alimentaires, un (1) camion, deux (2) véhicules tout-terrain, quatre (4) motos, 1000 litres de carburants et des téléphones portables", relève-t-on.

"De même, trois (3) immigrants clandestins ont été appréhendés à Ghardaïa (4ème RM)", rapporte encore la même source.

R. R.

Impliqués dans plusieurs massacres

48 terroristes devant le tribunal criminel d'Alger

Le procès de quarante-huit terroristes présumés à leur tête Abdelmalek Droukkel impliqués dans plusieurs massacres collectifs à l'explosif et assassinats perpétrés depuis 1998 aura lieu aujourd'hui devant le tribunal Criminel d'Alger, a-t-on appris dimanche auprès de la cour d'Alger. Les accusés, dont six sont en détention, sont poursuivis pour "constitution d'un groupe terroriste", "massacres collectifs à l'explosif dans des lieux publics" et "enlèvement et menace d'assassinat dans le but de demander une rançon", selon le rôle des affaires criminelles de 2015. Les prévenus appartenant à plusieurs "katibat" et "escadrons" terroristes et activant sous les ordres de l'émir de l'organisation terroriste "Al-Qaïda au Maghreb islamique" (AQMI) Droukkel Abdelmalek, doivent aussi répondre des chefs d'inculpation de "destruction volontaire d'édifices publics" et de "véhicules à l'aide d'explosifs", selon des avocats en charge de l'affaire. Il s'agit, selon la même source, d'une organisation terroriste composée de plusieurs "katibat" et "escadrons" et à leur tête les katibat "El Ansar" et "El Fath" qui activaient dans la région de Berarat et Delys, où elles ont perpétré des attentats et des attaques contre les forces de sécurité et les gardes communaux.

R. N.

Tunisie

Arrestation de six terroristes

Les forces de sécurité tunisiennes ont arrêté six (6) terroristes dont cinq (5) ont une liaison avec des éléments terroristes activant au mont Mghila, à Sidi Bouzid, a indiqué samedi un communiqué du ministère de l'Intérieur. L'arrestation des cinq terroristes intervient dans le cadre de la traque des éléments terroristes qui ont décapité un jeune berger dans le mont Mghila. Les personnes interpellées ont été déférées à la direction en charge de l'instruction dans l'affaire de la décapitation du jeune berger, précise la même source. Un groupe terroriste retranché dans le mont Mghila, à Sidi Bouzid, avait décapité vendredi dernier un jeune berger et obligé un autre jeune qui l'accompagnait à remettre sa tête à sa famille. Soupçonné de planifier un attentat terroriste, le sixième terroriste arrêté était derrière l'état d'alerte décrété jeudi dernier dans la capitale tunisienne. Le terroriste appartient à la cellule d'information de la branche tunisienne de l'organisation de l'Etat islamique Daech "Jund El Khilafa", a fait savoir le chef de l'Organisation tunisienne pour les forces de sécurité et le citoyen, Issam Dardouri. Selon le responsable, le mis en cause comptait exécuter une opération terroriste dans la capitale tunisienne à la suite de l'arrestation, la semaine dernière, de sept (7) femmes terroristes appartenant également à "Jund El Khilafa".

R. N.

3eme sommet du Forum des pays exportateurs du gaz (FPEG)

Sellal à Téhéran pour défendre le gaz algérien

Le Premier ministre Abdelmalek Sellal assistera aujourd'hui, à Téhéran au 3eme sommet du Forum des pays exportateurs du gaz (FPEG), sommet marqué par les difficultés des pays producteurs en raison de la crise mondiale.



Unis sont les 12 membres principaux du forum des pays exportateurs de gaz qui a aussi des membres observateurs à savoir les Pays-Bas, la Norvège, l'Irak, le Sultanat d'Oman et le Pérou. Les pays du FPEG disposent de 42% des productions gazières et 67% des ressources gazières du monde, véhiculant 38% de transit de gaz et 85% du commerce du gaz naturel liquéfié (GNL) sur la planète. Le précédent sommet de gaz du FPEG a eu lieu au Qatar en 2011 et à Moscou en 2013.

A.B.

Forum des pays exportateurs de gaz

Arrivée de Sellal à Téhéran

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, est arrivé, hier, à Téhéran pour représenter le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, au troisième sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG) prévu lundi dans la capitale iranienne.

Cette rencontre au sommet sera axée autour de l'évaluation de la situation actuelle du marché gazier international ainsi que des perspectives de développement du secteur, avec pour thème central "le gaz comme combustible propre".

A noter que lors du précédent sommet, tenu en 2013 à Moscou, les pays membres du FPEG avaient mis l'accent sur la nécessité de renforcer la concertation entre les pays producteurs pour défendre leurs intérêts dans un marché bouleversé par l'arrivée de nouvelles ressources énergétiques et l'abondance de l'offre.

Les membres du Forum avaient aussi souligné leur détermination à défendre le rôle fondamental des contrats de long terme de gaz naturel dans le financement des projets d'infrastructures à grande échelle en amont et en aval de la chaîne de l'industrie gazière, en prévoyant des solutions mutuellement acceptables pour la sécurité de la demande et de l'offre. L'idée de tenir pour la première fois un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de ce Forum avait été évoquée lors de la 10ème réunion ministérielle de ce dernier, tenue en avril 2010 à Oran, rappelle-t-on.

Cette décision avait été entérinée au terme de la 11ème session ministérielle organisée en décembre 2010 à Doha (Qatar).

R. N.

Par Amine Bensafi

Ce matin, le 3e Sommet FPEG aura d'ailleurs pour ordre du jour les perspectives de marché et la stratégie du Cartel, qui dit ne pas se positionner en tant que tel, tandis que les dirigeants examineront la possibilité de tenir des réunions bilatérales en marge des séances de travail.

Ce sommet au plus haut niveau a été précédé, samedi par la réunion ministérielle en présence du ministre algérien de l'Energie, Salah Khebrî. Parmi les points inscrits à l'ordre du jour du sommet, le ministre iranien de l'Energie a cité "la souveraineté des Etats membres du FPEG sur toutes leurs ressources gazières ainsi que le renforcement des politiques de coopération et de coordination entre les Etats". Par ailleurs, M. Zanganeh rappelé le rôle du gaz naturel en tant que ressource énergétique propre dans la réduction des émissions de gaz carbonique ajoutant que la réunion ministérielle du

FPEG se propose de transmettre un message aux participants au sommet de l'ONU sur les changements climatiques prévu fin novembre à Paris. Les travaux de la réunion ministérielle extraordinaire du FPEG, tenu à huis-clos, a été sanctionnée par l'adoption de l'ordre du jour du sommet et de sa déclaration finale. Entre temps, l'Iran, pays organisateur a mené des discussions avec les principaux membres, dont la Russie, le Qatar et l'Algérie.

Pour sa part, le ministre algérien a déclaré à l'APS que seuls les contrats à long terme sont à même de permettre le financement des grands investissements gaziers et d'en garantir ainsi un meilleur rendement. M. Khebrî a souligné "la demande croissante de la part des pays producteurs du gaz pour adopter les contrats à long terme comme référence fondamentale dans la fixation du prix du gaz naturel". Pour cette raison, a-t-il ajouté, "le financement des investissements gaziers passe obligatoirement par des contrats à long terme entre les producteurs et les consommateurs".

Dans ce contexte, le ministre a reconnu que "des pressions sont exercées par certains pays consommateurs contre cette option", mais le FPEG "œuvrera à ce que ce type de contrat soit adopté dans toutes les transactions gazières". Selon des experts de l'industrie gazière, seule une vision à long terme entre les producteurs et les consommateurs est à même "de garantir la pérennité du marché gazier dans l'intérêt de toutes les parties". Pour ces experts, cités par l'APS, la poursuite par les pays consommateurs de la politique d'attentisme en ce qui concerne l'investissement dans le développement des infrastructures de transport et de stockage du gaz est susceptible d'entraîner "un déséquilibre entre l'offre et la demande au niveau du marché gazier".

Le sommet du FPEG qui s'ouvre aujourd'hui sera consacré à l'examen des voies et moyens susceptibles de consolider la concertation entre les Etats membres, a assuré M. Khebrî. Selon lui, "le sommet de Téhéran sera consacré à l'examen

des moyens à même de consolider la concertation et le dialogue entre les Etats membres du FPEG", tandis que "la réunion mettra sur la promotion de l'utilisation du gaz naturel en tant qu'énergie propre face au recours de plusieurs grands pays consommateurs à sa substitution par des ressources énergétiques plus polluantes tel le charbon".

Le FPEG est le rassemblement des principaux producteurs de gaz du monde qui fournit un cadre pour l'échange d'expériences, points de vue, d'informations et de données, ainsi que la coordination dans les développements liés de gaz entre les pays membres. Il se compose de 17 membres principaux et observateurs avec son secrétariat permanent installé à Doha, au Qatar.

A noter que la république d'Azerbaïdjan a adhéré au FPEG lors de la réunion ministérielle de samedi. L'Algérie, la Bolivie, l'Egypte, la Guinée équatoriale, l'Iran, la Libye, le Nigeria, le Qatar, la Russie, Trinité et Tobago, le Venezuela et les Emirats Arabes

Pour la mise en œuvre de son plan de l'électrification

L'Afrique a besoin de l'Algérie

L'Afrique a besoin des "compétences" de l'Algérie et de "son poids politique" pour la mise en œuvre de son plan de l'électrification du continent, a indiqué dimanche à Alger, le président de la fondation "Energies pour l'Afrique", Jean-Louis Borloo.

"Les Chefs d'Etats africains ont décidé un véritable plan d'action qui leur permettra de passer de 25% d'accès à l'électricité à 100%. Cependant, nous avons besoin de l'Algérie et de ses compétences" pour la mise en œuvre de ce plan, a déclaré M. Borloo, à

l'issue de l'audience que lui a accordée le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra.

Il a précisé que le continent africain a également besoin que l'Algérie plaide cette cause devant les pays développés, grands émetteurs de CO2, lors de la prochaine conférence de l'ONU sur le climat de Paris COP21. "J'ai abordé avec M. Lamamra ce sujet, notamment comment faire pour démarrer ce grand plan africain l'année prochaine et comment évoquer

sérieusement ce dossier dans le cadre de la COP21", a-t-il souligné, souhaitant avoir, lors de cette conférence mondiale des engagements de la part des pays développés.

"C'est la première fois que je vois un immense projet africain", a déclaré pour sa part, la vice-présidente de la fondation "Energies pour l'Afrique", Yamina Benguigui.

Le projet a, toutefois, besoin du "leader incontesté qui est l'Algérie. Nous n'avons pas forcément besoin d'argent mais de son expertise et de son savoir-

faire", a fait remarquer Mme Benguigui.

"Nous devons nous mettre, aujourd'hui, derrière l'Algérie pour qu'elle aille porter ces paroles vers les pays développés. Aucun autre pays ne peut parler, ni se projeter comme l'Algérie l'a fait. Nous devons suivre son exemple", a-t-elle souligné.

Ce projet consiste à réaliser un raccordement à l'électricité de quelque 600 millions d'Africains d'ici à 2025, selon les données de cette fondation.

R. N.

Partenariat algéro-français

Le marché algérien est "très prometteur"

Le président délégué de l'association "France Méditerranée Pays Catalan" a estimé hier à Oran que le marché algérien est "très prometteur" et offre de "nombreuses opportunités" pour les entreprises françaises désirant investir en Algérie d'une manière générale et à Oran en particulier.



"L'Algérie offre de nombreuses opportunités d'investissement et beaucoup d'avantages et de facilitations pour les opérateurs désirant investir et transférer leur savoir-faire", a déclaré à l'APS Moulay Mohamed, en marge d'une rencontre algéro-française dédiée au thème "Entreprendre en Algérie".

Des représentants d'une vingtaine d'entreprises françaises participent à cette rencontre dans la perspective de nouer des contacts et d'envisager des partenariats avec leurs homologues algériens.

"Les secteurs visés sont nombreux et très diversifiés comme le tourisme, l'agroalimentaire, l'aéronautique et les énergies renouvelables", a-t-il ajouté. Les entreprises françaises portent un "grand intérêt" au marché algérien qu'elles considèrent comme "l'un des plus importants en Afrique et dans le Monde arabe", a encore souligné Moulay Mohamed, soutenant que l'économie algérienne est en "plein développement et plusieurs créneaux sont encore vierges". Plusieurs projets sont portés par les chefs d'entreprises français intéressés par des partenariats en vue de les

concrétiser, selon le même responsable qui cité une école d'hôtellerie à Oran qui décernera aux futurs lauréats un diplôme français, en plus d'une école de pilotage d'avions civils pour le développement de l'aéronautique. "Notre objectif, à travers l'organisation de cette rencontre, est de promouvoir les relations économiques algéro-françaises et d'examiner les possibilités de partenariat dans différents domaines pour baliser le terrain aux hommes d'affaires", a-t-il ajouté. Lors de cette rencontre, initiée par l'association française en collaboration avec la Chambre de commerce et d'in-

dustrie de l'Oranie (CCIO), plusieurs interventions ont été programmées dont celles du président de la CCIO et du directeur de l'Industrie et des mines, MM. Abed Mouaad et Bouyacoub Salah Eddine, aux sujets des mesures incitatives à l'investissement comme les exonérations fiscales et douanières, ainsi que les différents dispositifs d'accompagnement des jeunes investisseurs.

La rencontre doit se dérouler sous forme de contacts directs "B to B" et il est prévu, pour la journée du lundi, des visites à différentes entreprises de la région. **R. E.**

Zone d'activités à Sidi Fredj à Souk Ahras

Lancement d'une opération d'aménagement

Une opération d'aménagement d'une zone d'activités a été lancée, samedi par le wali de Souk Ahras, Abdelghani Filali, dans la commune frontalière de Sidi Fredj, a-t-on constaté. Cet espace contribuera à la relance de l'investissement par la création de plusieurs unités industrielles et le développement de l'offre d'emplois dans cette commune qui figurait, dans les années 1980, parmi les cinq plus pauvres du pays, a relevé le wali. Six (6) projets d'investissement prévus dans cette zone d'activités seront validés lors de la réunion, samedi prochain, de la commission d'investissements et de suivi, a affirmé M. Filali, précisant qu'il s'agit de deux projets de chambres froides, de deux abattoirs, d'une unité de conditionnement du miel, une unité de production d'aliments de volailles et d'une unité de production d'extraits naturels de plantes. La future zone d'activités de Sidi Fredj s'étend sur 20 hectares subdivisés en 56 lots, a indiqué le directeur de la section de Souk Ahras du bureau des études et réalisations (URBAN Annaba), Kacem Kheraïfia, ajoutant qu'il sera procédé "prochainement" au lancement du projet de création d'une zone industrielle sur 220 hectares répartis en 254 lots dans la commune de M'daourouch..

R. E.

Au stade mythique Santiago Bernabéu

Des ambassadeurs de Ooredoo assistent au Clasico

Poursuivant ses initiatives entrant dans le cadre du partenariat officiel et exclusif avec le Real Madrid, Ooredoo, Premier partenaire algérien et africain du club le plus titré au monde, a invité ses ambassadeurs pour assister, aux côtés des cadres de Ooredoo Algérie, au plus grand classico footballistique de la planète, qui a mis aux prises le Real Madrid face au FC Barcelone. Ainsi, les ambassadeurs de la marque Ooredoo, en l'occurrence les quatre légendes vivantes du sport national : Rabah Madjer et Lakhdar Belloumi, les deux gloires éternelles du football algérien ainsi que Hassiba Boulmerka et Noureddine Morcelli, les deux champions olympiques, ont assisté au Clasico qui s'est joué samedi dernier au mythique stade de Santiago Bernabéu. La délégation algérienne a eu aussi l'occasion de visiter le stade Madrilène, et assister aux coulisses d'avant et d'après match. Pour rappel, Ooredoo Algérie est depuis février 2015, le Partenaire Officiel et Exclusif du club Merengue et approfondit la longue et prestigieuse histoire liant ce Club et l'Algérie dont certaines gloires en sont originaires à l'instar de Zinedine Zidane. Dépassant le cadre traditionnel du sponsoring, les deux parties ont insisté sur la profondeur du partenariat qui se concrétisera par de nombreuses initiatives en faveur des jeunes talents algériens. *Communiqué*

Communiqué

Selon le ministre des Ressources en eau

La conjoncture économique exige de revoir les priorités

La conjoncture économique exige de "revoir les priorités du secteur des ressources de l'eau, même si l'effort de l'Etat en matière d'eau potable et d'assainissement sera maintenu", a déclaré samedi à M'sila le ministre des Ressources en eau et de l'environnement, Abdelouahab Nouri.

Le ministre a rappelé, au cours d'un point de presse, animé en marge de sa visite de travail, que le déficit enregistré dans la ville de M'sila en matière d'eau potable, estimé à près de 20.000 m³/jour, sera "résorbé grâce à un projet de renforcement des équipements du barrage de Koudiet Asserdoun (Bouira) qui fournit déjà le précieux liquide aux villes de Sidi Aïssa, d'Ain Lahdjal et Sidi Hadjres".

Le ministre a fait savoir, dans ce contexte, que le projet du grand transfert à partir d'El Menéa (Ghardaïa) pour alimenter Djelfa, Boussaâda et M'sila "n'est plus une priorité actuellement" mais pourra être relancé en cas d'amélioration de la situation économique.

M. Nouri a également noté que le barrage

de Soubella, dans la commune de Magra, est appelé, dès sa réception vers fin 2016, à améliorer l'alimentation en eau potable de la partie orientale de la wilaya. Il a également évoqué la possibilité de mener une étude pour l'exploitation du barrage de Ksob, actuellement exploité pour l'irrigation agricole, pour l'alimentation en eau potable.

Le ministre a par ailleurs relevé, que 166 stations d'épuration des eaux usées réalisées à travers le pays permettent la récupération annuelle d'un milliard m³ qui doivent être utilisés pour l'extension de la surface agricole irriguée, en plus de l'utilisation des retenues et barrages de moyenne taille et ce, dans la perspective de développement de la sécurité alimentaire du pays.

D'autre part, selon M. Nouri, la révision du prix de l'eau potable "n'est pas à l'ordre du jour du gouvernement" qui veille avant tout à développer le secteur et à en améliorer les services.

M. Nouri avait auparavant inspecté les travaux de réalisation du barrage de Soubella, capable de retenir 7,1 millions de

m³ qui seront dirigés vers l'irrigation agricole. Selon les explications données sur place, cet ouvrage qui a nécessité un investissement public de 10 milliards de dinars affiche 63 % en matière d'avancement des travaux, ce qui permet de prévoir la réception de l'ouvrage à la fin de 2016.

Le ministre a également visité l'usine Maghreb Pipe de fabrication de conduites en PRV (polyester renforcé de fibres de verre) où il a mis l'accent sur "l'encouragement, par le gouvernement, de tels investissements de nature à réduire la facture des importations. Après avoir inspecté le chantier de construction d'un château d'eau, où il s'est élevé contre le recours au bois (en remplacement du métal) pour le coffrage, le ministre a insisté, sur le site du centre d'enfouissement technique du chef-lieu de wilaya, sur "l'association des citoyens aux décisions relatives à l'environnement". Abdelouahab Nouri devait également inspecter des projets relevant de son secteur dans les communes de Boussaâda, d'Ain Lahdjal et de Sidi Aïssa. **Bilal L.**

Cancer du sein

60 % des nouveaux cas déclarés au stade de la chimiothérapie

Environ 60 % des nouveaux cas de cancer de sein en Algérie sont déclarés au stade de la chimiothérapie, a affirmé, samedi à Oran, le président du comité pédagogique d'oncologie de l'ouest du pays.



"Ces nouveaux cas de cancer de sein sont diagnostiqués tardivement, soit dans une phase métastatique", a déploré le professeur Djilali Louafi dans une déclaration à la presse, en marge de la 2ème journée d'oncologie médicale sur le thème "le cancer du sein métastatique", initiée par l'hôpital militaire régional universitaire d'Oran "Docteur Amir Mohamed Benaïssa".

Sur plus de 10.000 nouveaux cas de cancer de sein constatés par an en Algérie, seulement 40 % sont déclarés suite à un dépistage précoce, a souligné Pr Louafi, égale-

ment membre du plan national anti-cancer (2014/2019), tout en insistant sur l'importance de multiplier les efforts afin d'éviter le diagnostic tardif du cancer du sein, une pathologie qui constitue la première cause de la mortalité chez la femme.

Il a également appelé à l'intensification de la sensibilisation pour le dépistage précoce, soulignant qu'en Algérie, cette pathologie touche même les jeunes femmes par rapport à l'Occident, "pour plusieurs facteurs dont celui génétique".

"Le diagnostic précoce de cette maladie permet de procéder, dans les meilleurs délais, à une chirurgie voire

conservatrice, sans le recours à l'ablation, comme cela est pratiqué dans des pays avancés dans le traitement de ce type de cancer", a affirmé Pr Louafi.

Pour sa part, le directeur général de l'hôpital militaire régional d'Oran, le général Rachid Koudjiti a mis en relief, dans son intervention, l'expérience pratiquée au sein de son établissement hospitalier relevant de la 2ème région militaire, en matière d'amélioration de la prise en charge médico-chirurgicale du cancer du sein.

"Il s'agit d'une stratégie thérapeutique personnalisée, qui prend en considération les spécificités de chaque cas de

cancer du sein, afin d'établir un protocole thérapeutique pour chaque malade", a-t-il déclaré, ajoutant que la stratégie en question est dirigée par un comité de praticiens multidisciplinaires qui se réunissent une fois chaque semaine pour examiner les dossiers cas par cas. Le général Koudjiti a appelé à la généralisation de cette approche dans les hôpitaux nationaux, soulignant son efficacité.

Cette rencontre a été marquée par la participation de nombreux praticiens, oncologues, radiologues, cardiologues et chirurgiens de plusieurs régions du pays.

R. S.

Oran

Des vêtements compressifs pour enfants grands brûlés

Des enfants grands brûlés ont bénéficié, dernièrement à Oran, de vêtements compressifs, a-t-on appris samedi auprès de l'association médicale d'assistance aux malades "Tendre la main".

Ces vêtements indisponibles sur le marché local offerts à une dizaine d'enfants nécessitent la particularité de dilatation du cuir sans rétrécissement évitant une complication des plaies, a souligné la présidente de cette association bienfaitrice. Cette action caritative pilotée par une spécialiste algérienne résidant en France est destinée aux enfants grands

brûlés de l'établissement hospitalier spécialisé en pédiatrie Boukheroufa. Les vêtements offerts sont des gants, des masques et des gilets fabriqués en fibres utilisés dans le traitement des brûlures graves dont le prix est estimé à 1.500 euros l'unité et sont changeables tous les six mois, en plus de plaquettes de silicone et des crèmes atténuant les effets de brûlures, a-t-on précisé.

Par ailleurs, l'association envisage d'aménager un espace de lecture et de jeux récréatifs pour ces malades pour apaiser leurs douleurs, avec le concours du service de chirurgie infantile de l'hôpi-

tal. Sur le plan de la prévention, l'association "Tendre la main" œuvre à organiser, à chaque occasion et fête, des campagnes de sensibilisation sur les ondes de la radio d'Oran sur les risques d'accidents domestiques dont les incendies, a-t-on indiqué.

Par ailleurs, 26 femmes âgées de l'hospice de vieillards "Caserne Chaabane" à Hai Medina Jdid ont bénéficié de prothèses dentaires, a ajouté la présidente d'association signalant également des actions de circoncision au profit d'enfants nécessitant et des campagnes de prévention de maladies transmissibles.

R. S.

Tipasa

Une caravane médicale dans les localités isolées

■ Une caravane médicale polyvalente a pris le départ, samedi, à partir de la localité de Damous, à l'extrême ouest de Tipasa, pour sillonner les localités isolées de cette wilaya, en vue d'y effectuer des consultations, a-t-on appris du Directeur local de la santé de la population et de la réforme hospitalière (DSPRH).

Cette caravane qui se déplacera dans les communes montagneuses et enclavées de la wilaya de Tipasa notamment celles situées dans sa partie ouest aux limites des wilayas de Ain Defla et de Chlef, est composée de médecins spécialisés en, gynécologie, pédiatrie, ophtalmologie, urologie, médecine interne et chirurgie générale (adulte et enfant), a précisé le DSPRH, Toufik Amrani.

Un programme de vaccination, contre la grippe saisonnière, au profit des personnes âgées et des malades chroniques, est aussi au menu des actes de soins qui seront prodigués par les médecins de cette caravane, a-t-on ajouté de même source.

Les éléments de cette caravane sont répartis sur deux localités. Le premier s'est installé au niveau de la polyclinique de la commune montagneuse de Beni Milleuk, et le second, au niveau de la salle de soin de Tifsanine dans la daïra de Damous, a-t-on observé.

R. T.

Droits de l'enfant

Journée d'information au profit des écoliers

■ L'école de l'environnement du Jardin d'Essai d'El Hamma (Alger) a organisé samedi une journée d'information et de sensibilisation au profit des écoliers des wilayas de Boumerdes, Tipasa et Alger à l'occasion de la journée mondiale des droits de l'enfant célébrée le 20 novembre de chaque année.

La chargée d'information du Jardin d'Essai, Mme Djebali Sana a indiqué dans une déclaration à l'APS que cette journée a été organisée en coordination avec le ministère de l'Education nationale et des associations en vue "d'ancrer la culture environnementale chez l'enfant en lui permettant de connaître ses droits dont celui de vivre dans un environnement sain".

Plusieurs ateliers portant sur divers thèmes dont le plus important est la sensibilisation de l'enfant à ses droits fondamentaux comme l'enseignement, la santé et le divertissement, sont organisés lors de cette rencontre qui célèbre le 26e anniversaire de la signature de la convention internationale des droits de l'enfant dont l'Algérie compte parmi les premiers adhérents.

Le programme de cette journée d'information prévoit par ailleurs des ateliers d'horticulture, d'apiculture et d'aquaculture outre un concours de dessin et autres divertissements.

L'Ecole de l'environnement du Jardin d'Essai organise tout le long de l'année des ateliers de formation qui connaissent une grande affluence des amoureux de la nature de différentes catégories d'âge.

Plus de 400 stagiaires ont été formés pour la session d'octobre 2014 à mars 2015 dans les domaines de l'horticulture, l'apiculture, l'aquaculture et de l'art paysagiste.

4300 enfants ont participé aux journées d'information organisées par le Jardin d'Essai de janvier à juillet derniers.

Fondé en 1832, le Jardin d'essai qui s'étend sur une superficie de 32 ha a été rouvert au public en 2009 après des travaux de réaménagement qui ont duré cinq ans.

R. N.

Mascara

Délivrance prochaine des cartes grises et d'identité au niveau des communes

La délivrance des cartes grises et d'identité nationale débutera la semaine prochaine au niveau des communes de la wilaya de Mascara, a annoncé samedi le wali.

En inspectant le service biométrique de la commune de Mamounia, Salah El Affani a déclaré à la presse que l'opération d'équipement des 47 communes de la wilaya s'est achevée et l'entrée en service de la délivrance des cartes grises et d'identité nationale est prévue la semaine prochaine.

Le wali a indiqué que l'équipement des services de délivrance des passeports biométriques dans les communes s'est achevé au niveau de 31 collectivités locales et le sera dans le restant des communes avant la fin du mois de novembre courant.

La délivrance de ces documents par les communes a eu l'autorisation du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, a-t-il ajouté.

M. El Affani a annoncé, par ailleurs, l'attribution de 4.000 logements sociaux locatifs et promotionnel aidé (LPL et LPA)



au courant du premier trimestre de l'année prochaine, signalant que les travaux d'aménagement externe sont en voie d'achèvement dans la majorité des sites où sont réalisés ces logements à travers nombre de communes de la wilaya.

Le responsable a souligné que des instructions ont été

adressées aux chefs de dairas pour l'établissement des listes de bénéficiaires de 3.100 logements sociaux locatifs et 900 LPA en prévision de l'opération d'attribution.

Le wali de Mascara a inspecté, samedi dans les communes de Ain Farès et Mamounia, des projets d'habitat

et de développement, avant de baptiser la bibliothèque communale de Ain Farès au nom du chahid "Hamadouche Habib" et de visiter l'école coranique relevant de la zaouia Boutchichia Kadiria à Mamounia qui accueille actuellement 110 apprenants du Coran.

Reda A.

Oran

Près de 16.000 placements de jeunes demandeurs d'emploi

Près de 16.250 jeunes ont bénéficié de postes d'emploi dans la wilaya d'Oran durant les 10 premiers mois de l'année en cours, a-t-on appris auprès du directeur régional Ouest de l'emploi.

Plus exactement, 16.243 placements ont été réalisés du 2 janvier au 31 octobre derniers dans la wilaya d'Oran, ce qui représente un bilan "très positif", a souligné Abdelhamid Benachaïba en marge du salon "Talents et emploi grand ouest 2015", ouvert jeudi au Centre des convention d'Oran (CCO).

La wilaya d'Oran, qui représente "un bassin très important de l'emploi" dans la région, a réalisé en 2014 un total de 14.722 placements "dépassant largement les objec-

tifs fixés", a-t-il ajouté. Pour les placements classiques, Oran en a opéré 13.779 à travers ses neuf agences locales de l'emploi, qui ont enregistré 63.491 demandes d'emploi et 19.874 offres de la part des employeurs. Concernant les autres formules, 1.505 placements ont été réalisés cette année dans le cadre du Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) et 959 dans le cadre du CTA.

Dans le cadre du contrat de travail aidé (CTA), trois catégories sont définies, le Contrat d'insertion des diplômés (CID) qui a enregistré 570 placements, le Contrat d'insertion professionnelle (CIP) avec 285 postes pourvus et le contrat de formation/insertion économique (CFI) avec

104 postes. Pour la dernière catégorie, une journée d'information destinée au large public et organismes employeurs du secteur économique public et privé a été organisée pour plus de vulgarisation du CFI/économique.

Ce dernier dispositif est destiné aux jeunes sans formation ni qualification pour leur placement dans des chantiers de travaux divers initiés par les différents secteurs d'activités économiques.

Les jeunes insérés dans le cadre de ce contrat bénéficient d'une couverture sociale et d'une contribution de l'Etat par une bourse de 6.000 DA pendant une durée d'une année.

Reda A.

Tamanrasset

Des opérations de développement en chantier

Pas moins de cinquante cinq opérations de développement sont en cours de concrétisation dans la commune de Tamanrasset au titre des plans communaux de développement (PCD) pour l'exercice 2015, a-t-on appris auprès des responsables de cette collectivité locale.

Ces actions pour lesquelles une enveloppe financière globale de plus de 735 millions de dinars a été consacrée, et qui sont à différents stades d'avancement, visent la prise en charge des préoccupations de la population de cette commune, notamment

les habitants des bourgades environnantes, a indiqué le président de l'assemblée communale (P/APC) de Tamanrasset Zounga Ahmed Hamad.

Ces projets concernent l'extension et la réalisation de nouveaux réseaux d'alimentation en eau potable (AEP), la réhabilitation des canaux d'assainissement, l'ouverture de pistes et de routes, la construction et la réhabilitation des structures dédiées aux jeunes, a déclaré ce responsable.

D'autres opérations sont également en cours dont la réalisation et l'équipement d'une annexe administrative au quartier

Ankouf, la construction d'un club de jeunes dans le même quartier, la réalisation d'un stade au village Taghouhat (45 km du chef lieu de la commune), la réhabilitation de l'éclairage public dans plusieurs quartiers de la ville de Tamanrasset, et la création d'une structure culturelle au village Anzoune (à 12 km du chef lieu de wilaya). Ces projets de développement contribueront à la promotion des conditions de vie de la population de l'Hagggar et à l'amélioration des prestations fournies au citoyen, a ajouté la même source.

R. N.

Laghouat

Un quota supplémentaire à l'habitat rural

■ Un quota supplémentaire de 500 aides à l'habitat rural, a été accordé, récemment, à la commune de Hassi R'mel (wilaya de Laghouat), a-t-on appris auprès des services de la wilaya. La liste de bénéficiaires des aides destinées à la réalisation de nouveaux logements ruraux au niveau de la nouvelle ville de Belil pour répondre aux attentes des habitants, sera bientôt publiée, a précisé le chef de l'exécutif de la wilaya lors d'une rencontre avec les représentants de la société civile de cette collectivité. Ce quota supplémentaire, appelé à satisfaire la demande croissante en habitat rural qui suscite un vif engouement des habitants, s'ajoute aux 400 unités de la même formule en cours de construction dans la nouvelle ville de Belil, a indiqué le wali Mohamed Fardi.

Concernant les autres programmes d'habitat, tels que le logement public locatif (LPL), le promotionnel public (LPP) et la formule location-vente relevant de l'Agence d'amélioration et de développement du logement (AADL), de nouveaux quotas seront accordés prochainement à cette collectivité, a-t-il ajouté.

La commune de Hassi R'mel a bénéficié, ces dernières années, d'un total de 750 LPL, dont 361 unités déjà réceptionnées et le reste est en chantier, selon la même source, signalant que l'ensemble des logements, toutes formules confondues, retenus en faveur de cette collectivité sont projetés au niveau de la nouvelle ville de Belil.

R. R.

Ouargla

Mise en service de cinq stations de déminéralisation

■ Cinq nouvelles stations de déminéralisation, en cours de réalisation à travers plusieurs quartiers de Ouargla, seront mises en service début de 2016, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Ces installations, dont les travaux de réalisation sont à 90% d'avancement, sont localisées au niveau des quartiers de Bemendil, En-Nasr, Bouzid et Ifri, dans la commune de Ouargla, et à El-Hedeb, dans la commune de Rouissat, a-t-on précisé. Les quatre stations retenues au profit des quartiers de Gharbouz, Ziaina, Mekhadma et de la zone d'Ain El-Kheir (commune de Ouargla) sont exploitées à 50% de leurs capacités théoriques, en attendant l'achèvement de la réhabilitation du réseau d'alimentation en eau potable et de certains réservoirs et châteaux d'eau, qui permettront une exploitation optimale des installations mises en services au cours de cette année. D'un montant d'investissement global de 8 milliards de DA, ces stations, alimentées à partir de 26 forages, offrent une capacité globale de traitement de 70.500 m³ d'eau déminéralisée. Ces stations visant l'amélioration qualitative et quantitative de l'approvisionnement en eau potable, viennent s'ajouter à une structure similaire retenue au profit de la ville de Touggourt, opérationnelle depuis le mois d'avril dernier, a fait savoir la même source.

Alimentée par quatre forages réalisés au niveau des régions de Sidi Mehdi et d'Ain Sakhra, dans la circonscription administrative de Touggourt, cette station offre une capacité de production de 34.560 m³/jour d'eau déminéralisée, a-t-on expliqué.

G. F.

CONFLITS

A Kuala Lumpur

Barack Obama jure de détruire l'Etat islamique

Barack Obama a affirmé hier que les Etats-Unis et leurs alliés poursuivraient sans relâche leur lutte contre les extrémistes de l'Etat islamique, couperaient les sources de financement de l'organisation djihadiste et traqueraient ses dirigeants.



"Détruire (l'Etat islamique) n'est pas seulement un objectif réaliste, c'est une tâche que nous allons mener au bout", a déclaré le président américain lors d'une conférence de presse à Kuala Lumpur, où avait lieu le sommet de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (Asean). "Nous les éliminerons. Nous reprendrons les terres où ils sont, nous supprimerons leurs financements, nous traquerons leurs dirigeants, nous démantèlerons leurs réseaux, leur lignes de ravitaillement, et nous les éliminerons." Le président américain a qualifié l'organisation djihadiste de "bande de meurtriers avec de

bons réseaux sociaux". Barack Obama a ajouté qu'il "serait utile" que la Russie, engagée dans une campagne de frappes aériennes en Syrie depuis la fin septembre, concentre ses efforts sur les cibles de l'Etat islamique (EI), alors que le Pentagone accuse Moscou de pilonner avant tout d'autres groupes rebelles dans le but de soutenir le régime du président Bachar al Assad.

Le président américain a dit espérer que la Russie finirait par accepter une transition politique en Syrie incluant le départ du président syrien.

"A ce stade, la question est de savoir si la Russie va procéder à cet ajustement stratégique qui lui permettra d'être un partenaire efficace

avec nous et 65 autres pays", a dit Barack Obama, en référence à la coalition conduite par les Etats-Unis contre l'EI en Irak et en Syrie.

"La Russie ne s'est pas officiellement engagée à une transition avec un départ d'Assad (...) Je pense que nous allons savoir dans les prochaines semaines si nous pouvons amener ce changement de perspective", a-t-il ajouté.

La Russie est avec l'Iran l'un des principaux alliés du régime syrien. Les Etats-Unis, les pays du Golfe, la Turquie et la France insistent pour que Bachar al Assad quitte le pouvoir, à un moment ou à un autre de la transition.

Egalement présent à Kuala Lumpur, le Premier

ministre russe Dmitri Medvedev a déclaré que les pays abritant une forte population musulmane, comme la Russie, devaient s'unir pour lutter contre l'EI.

"Des terroristes ont fait exploser un avion russe au-dessus de la péninsule du Sinaï. Ils ont commis un massacre au cœur de l'Europe", a-t-il dit. "Ces actes sont atroces. Le monde entier a été ébranlé."

"Il est clair désormais que nous ne pouvons combattre cette menace qu'en joignant nos forces et en travaillant avec des institutions internationales comme les Nations unies", a-t-il dit.

"Nous devons harmoniser, coordonner les efforts - à la fois politiques et militaires - entrepris par ces pays qui souffrent du terrorisme", a déclaré par la suite le Premier ministre russe au secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon, qui a invité Moscou et Washington à coopérer contre le terrorisme.

"Tous ces terroristes et ces idéologues extrémistes doivent être vaincus au nom de l'humanité", a déclaré le chef de l'Onu.

"Pour cela, nous devons nous unir. Nous devons faire preuve d'une solidarité mondiale pour affronter (...) cet ennemi commun qu'est l'EI, Daech, et d'autres groupes extrémistes et terroristes", a-t-il dit en employant les acronymes anglais et arabe de l'organisation de l'Etat islamique. Le secrétaire général des Nations unies a ajouté que l'institution internationale présenterait début 2016 un plan d'action global contre la violence et l'extrémisme.

AFP

Ukraine

La Crimée sans électricité, l'état d'urgence décrété

La livraison d'électricité ukrainienne à la région de Crimée annexée par la Russie est totalement interrompue depuis samedi soir après la destruction de pylônes en Ukraine, rapportent les médias et le gouvernement russes, dimanche.

Le ministère russe des Situations d'urgence a décrété l'état d'urgence dans la péninsule jusqu'à ce que la fourniture d'électricité ait repris. Selon les médias russes, deux pylônes ont été détruits par des nationalistes ukrainiens dans la région de Kherson, en Ukraine, au nord de la Crimée annexée par Moscou en mars 2014.

Deux lignes à haute tension sont affectées et 1,9 million d'habitants sont privés d'électricité, a précisé le ministère dans un communiqué. Selon l'agence RBC qui cite les autorités régionales, le courant a été en partie rétabli dans la péninsule grâce à des générateurs locaux. Ilya Kiva, un officier de la police ukrainienne présent sur les lieux, a déclaré sur sa page Facebook que les deux pylônes avaient été détruits à l'explosif.

Les médias ukrainiens rapportent que le secteur où se trouvent les pylônes a été le théâtre d'échauffourées, samedi, entre la police paramilitaire et des militants du mouvement nationaliste d'extrême droite Pravy sektor (Secteur droit).

Les pylônes avaient déjà été endommagés vendredi par les militants et ils ont été soufflés par une explosion samedi soir, selon ces mêmes médias.

Reuters

Axée sur la Palestine, la Syrie et Daech

John Kerry entame une tournée au Proche-Orient

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry se déplacera dimanche au Proche-Orient où il abordera le conflit israélo-palestinien, la crise en Syrie et le groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech), a indiqué dans un communiqué un porte-parole du département d'Etat. Emirats arabes unis, Israël, Palestine (EI Qods occupée/ Ramallah en Cisjordanie) sont au programme de la visite de M. Kerry (du 22 au 24 novembre) dans la région.

Aux territoires palestiniens occupés, le secrétaire d'Etat entend "continuer les discussions sur l'arrêt des violences dans la région" en proie aux agressions israéliennes depuis le début du mois d'octobre, a indiqué le porte-parole.

A Abu Dhabi, les discussions du secrétaire d'Etat seront centrées particulièrement sur la Syrie, selon la même source.

Après les attaques meurtrières de Paris, les Etats-Unis cherchent par ailleurs à galvaniser la coalition internationale qui mène contre Daech et qui compte plus de 60 pays, dont les Emirats.

R. I.

Palestine

Deux Palestiniens tués par des tirs de soldats israéliens

Deux Palestiniens ont été tués par des tirs de soldats de l'armée d'occupation israélienne en Cisjordanie, ont rapporté des sources concordantes.

Une jeune palestinienne a été écrasée par un colon juif à bord d'un véhicule avant d'être tuée par des soldats israéliens ayant ouvert le feu à Hawwara, au sud de Naplouse, ont indiqué des responsables des services de sécurité palestiniens.

Plus tard, un Palestinien a été tué par des tirs israéliens près d'une colonie israélienne en Cisjordanie, ont déclaré les autorités locales.

Plus de 90 Palestiniens qui ont été tués par des tirs de soldats israéliens à EI Qods, en Cisjordanie et dans la bande de Ghaza, et plus de 2.000 autres ont été blessés, selon le ministère palestinien de la Santé.

R. I.

Syrie

Le porte-avions Charles de Gaulle opérationnel dès aujourd'hui contre Daech

Le porte-avions français Charles de Gaulle, déployé en Méditerranée orientale, pourra engager dès aujourd'hui ses chasseurs contre le groupe Etat islamique (EI) en Syrie, a annoncé dimanche le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian.

"Il sera en mesure, avec les avions de chasse qui sont à bord, complétés par les avions de chasse qui sont à proximité et qui ont déjà frappé sur le territoire de l'Etat islamique, d'agir à partir de demain (lundi)", a déclaré M. Le Drian sur la radio Europe 1, neuf jours après les attentats de Paris revendiqués par l'EI qui ont fait 130 morts et 350 blessés.

L'armée française va disposer dans la région des 26 chasseurs embarqués sur le porte-avions - 18 Rafale et huit Super Etendard - en plus des 12 appareils stationnés aux Emirats arabes unis (six

Rafale) et en Jordanie (six Mirage 2000).

La lutte contre l'EI est "à la fois une guerre de l'ombre et une guerre du champ de bataille", a souligné le ministre. Il faut à la fois combattre un "Etat" organisé, installé sur une partie de l'Irak et de la Syrie, et un "mouvement terroriste international qui a pour objectif de frapper le monde occidental".

"Il faut traquer les terroristes, ceux qui essaient de frapper la démocratie (...) et il faut en même temps frapper au coeur, dans le champ de bataille, au Levant pour anéantir l'Etat islamique", a-t-il insisté.

Parmi les cibles, il faut frapper "Mossoul (Irak) où se trouvent les lieux de décision politique (de l'EI) et Raqa (Syrie) où se trouvent les centres de formation des "foreign fighters", c'est-à-dire les combattants destinés à agir à l'exté-

rieur", a-t-il dit.

"Il faut frapper ces deux villes, comme il faut frapper (...) les capacités de ressources qu'a l'Etat islamique, c'est-à-dire les lieux de pétrole, les champs pétroliers", a-t-il ajouté.

M. Le Drian s'est félicité de ce point de vue "des modifications très sensibles des règles d'engagement, en particulier de l'armée de l'Air américaine" contre les "champs pétroliers et les pôles d'approvisionnement pétrolier en Irak et en Syrie".

"Aujourd'hui la multiplication des actions va considérablement limiter cette capacité", a-t-il souligné, alors que les avions de chasse américains ont commencé à bombarder des camions-citernes transportant du pétrole dans les fiefs de l'EI.

AFP



AFRICAINES

Rwanda

Un centre d'entraînement pour devenir "un grand pays du vélo"

Cours d'anglais, de nutrition ou de yoga, en plus des quatre heures sur le vélo: c'est le quotidien du cycliste Valens Ndayisenga au centre d'entraînement de Musanze (nord), ouvert l'an dernier pour révéler les talents locaux et placer le Rwanda au coeur de la carte du cyclisme africain.



"Ce centre est parfait pour s'entraîner. On est bien encadrés et soutenus", explique avant d'enfourcher son vélo le vainqueur du Tour du Rwanda 2014. En s'élançant dimanche lors du prologue de l'édition 2015 du Tour, il remettra en jeu son titre dans une épreuve qui s'impose peu à peu comme une étape incontournable du circuit cycliste en Afrique.

Idéalement situé à 2.000 mètres d'altitude, au pied du parc naturel des Volcans, l'"Africa Rising Cycling Center" accueille depuis juin 2014 une vingtaine de coureurs, dans de petites maisons de briques roses encadrées de haies soigneusement taillées.

Le centre bénéficie d'équipements modernes et d'un potager biologique, bien loin des deux petites maisons dans lesquelles s'entassaient coureurs et membres de l'encadrement de l'équipe nationale avant l'ouverture du centre, se souvient Jean de Dieu Rafiki Uwimana, 32 ans, mécanicien. "C'était vraiment une période difficile" se rappelle l'ancien coureur de l'équipe nationale, petite barbiche et dreadlocks, en faisant l'inventaire du matériel dans l'atelier: "Maintenant c'est organisé et nous avons de bons

vélos et du bon matériel". Des vélos professionnels ont été offerts l'an dernier par le président Paul Kagame. Un espace boisé accueille des pistes de VTT et un atelier mécanique dernier cri est en construction.

Découverte de la salade

Certes, on est encore loin des centres ultra-modernes d'entraînement professionnel d'Europe. Mais, avant, "on manquait de tout", tempère Jonathan "Jock" Boyer, le directeur du centre, propriétaire de la Fédération rwandaise de cyclisme.

Ce centre est "un gros tournant dans notre histoire. Maintenant nous avons tout pour devenir un grand pays du vélo", estime "Jock", 60 ans, premier Américain à avoir couru le Tour de France, en 1981, et devenu en 2006 entraîneur de la première équipe rwandaise, Rwanda Karisimbi. Le terrain a été offert par l'Etat rwandais. Le centre est financé notamment par des événements sportifs caritatifs à l'étranger -- dont une course de VTT organisée chaque année par Jonathan Boyer en Californie -- et des fondations étrangères, dont la plus importante est celle de Rob

Walton, le fils du fondateur de la chaîne américaine de supermarchés Wall-Mart.

Outre les entraînements sportifs, les coureurs apprennent notamment à se nourrir et reçoivent un salaire.

"Les cyclistes viennent pour la plupart de villages et ne savent pas s'alimenter correctement. Beaucoup n'ont par exemple jamais mangé de salade de leur vie", sourit Adrien Niyonshuti, premier -- et toujours unique -- coureur professionnel du Rwanda, depuis qu'il a rejoint en 2009 l'équipe sud-africaine MTN-Qhubeka.

Rejoindre le centre d'entraînement de Musanze "a changé ma vie", explique Ephrem Tuyishimire, 19 ans: "Je suis fier de faire partie des meilleurs cyclistes du pays et de pouvoir aider financièrement ma famille".

Ancien vélo-taxi

Le jeune homme, dont le rêve est de devenir professionnel et de participer un jour au Tour de France, a été repéré par le tout récent centre de formation des moins de 18 ans, alors qu'il était un simple vélo-taxi, moyen de transport répandu sur les abruptes collines rwandaises.

"C'est incroyable de voir comment le cyclisme a progressé au Rwanda" ces dernières années, s'enthousiasme Adrien Niyonshuti, certain que le centre va permettre à des "stars" du cyclisme rwandais d'émerger au niveau international d'ici "deux ou trois ans". Pour Aimable Bayingana, président de la Fédération rwandaise de cyclisme, l'impact de ces nouvelles infrastructures se ressent déjà: outre une victoire lors du Tour du Rwanda en 2014, un coureur rwandais a décroché cette année une médaille d'or aux Jeux africains de Brazzaville.

Depuis son ouverture, le centre a déjà accueilli plusieurs équipes d'Afrique, comme celles de l'Erythrée, de l'Éthiopie ou du Gabon, et a formé des soigneurs ou entraîneurs africains, explique Jonathan Boyer.

"Le Rwanda a tous les atouts pour devenir un hub du cyclisme en Afrique", assure Aimable Bayingana, citant notamment le climat tempéré du pays et ses fameuses collines. "On veut que le vélo progresse" sur le continent, renchérit M. Boyer. "On sait qu'un futur champion du Tour de France réside en Afrique", conclut-il. **AFP**

RCA

Le quartier du PK5 bloqué par les anti-balaka

En Centrafrique, le quartier majoritairement musulman de Bangui, le PK5, subit un embargo de la part de miliciens anti-balaka. Les accès aux quartiers sont coupés et les combats entre miliciens anti-balaka et jeunes musulmans armés sont quasi quotidiens.

La route qui relie le PK5 au centre-ville est déserte sur plus d'un kilomètre. Il n'y a pas une âme qui vive, hormis quelques guetteurs armés, cachés derrière les vestiges des habitations. Ali Ousmane, le coordinateur des communautés musulmanes de Centrafrique, n'a pas de mots assez forts pour condamner la situation.

" Nous assistons à un véritable blocus, un grand embargo contre le kilomètre 5. Pour le moment, les vendeuses de légumes - qui sont des femmes chrétiennes - ne peuvent plus venir ici. Je vous dis aussi que même les banques, ici au kilomètre 5, sont fermées et les stations service également ", indique encore Ali Ousmane.

Le marché est presque vide et pour cause, les commerçantes qui apportaient les produits frais ne peuvent plus y accéder. Personne ne se risque à sortir faire ses courses.

" Le prix des légumes a augmenté. Voyez pour la tomate, l'aubergine, il y a eu une augmentation. Nous avons donc pas mal de problèmes pour nous approvisionner. Il y a des individus qui sont avec des armes et ils bloquent tous ceux qui veulent entrer au kilomètre 5. Et même s'il y en a qui ont la chance de rentrer, tout ce qu'ils ont acheté, en sortant, les individus armés le récupèrent. Si entre temps, une famille pouvait acheter une coco à 250 ou 500 francs, aujourd'hui cela valait quand même le double du prix ", s'est, pour sa part indigné Abdoul Salam, porte-parole de l'Association des commerçants.

Les casques bleus, malgré des patrouilles régulières, ne parviennent pas à rassurer la population et le gouvernement, de source sécuritaire, s'avoue impuissant. Sur le chemin du retour, en repassant par le no man's land en direction du centre-ville, des hommes armés ont tiré en direction de la voiture de RFI. Des soldats, stationnés à quelques mètres, font signe d'accélérer... **RFI**

Soudan

L'ambassadrice des Pays-Bas nage dans le Nil après un pari Facebook

L'ambassadrice des Pays-Bas au Soudan a nagé samedi dans le Nil à Khartoum après avoir gagné le pari de faire exploser les mentions "j'aime" de la page Facebook de son ambassade.

Susan Blankhart, 63 ans, s'était engagée à nager dans le Nil si la page Facebook de son ambassade atteignait plus de 10.000 "j'aime".

Vêtue d'un maillot de bain orange, couleur des Pays-Bas, assorti du logo de l'ambassade, elle a nagé

sur plusieurs centaines de mètres dans les eaux troubles du Nil bleu accompagnée de six Néerlandaises et sept Soudanaises, sous les applaudissements de personnes venues les soutenir depuis les rives du fleuve.

"C'était agréable, magnifique, je recommande que tous viennent nager dans le Nil", a lâché la diplomate dans un éclat de rire.

La baignade a eu lieu sous le regard attentif d'une équipe de sauveteurs soudanais répartis sur plu-

sieurs kayaks.

Nager dans les eaux du Nil avec 13 femmes avait également pour but de promouvoir l'émancipation des femmes au Soudan, a souligné Mme Blankhart. **AFP**

Syrie

De Vienne 1 à Vienne 2, un champ de mines ?

Par Mouna Alno-Nakhal

Le " Communiqué conjoint agréé par les ministres de la réunion internationale de Vienne sur la Syrie " du 30 octobre 2015, est publié sur le site France Diplomatie (en anglais). Cependant, sous ce " même titre " vous trouverez (en français) les propos de M. Fabius à la presse ; un résumé d'où il ressort un point attendu et un autre plutôt surprenant de la part de quelqu'un qui était si satisfait du " bon boulot " de Jabhat al-Nosra [le Front al-Nosra] :

" Nous avons discuté pendant huit heures. Il y a évidemment des points de désaccord : le principal est le rôle futur de Bachar al-Assad. Pour nous les choses sont claires, il est le principal responsable du désastre syrien et, donc, il n'est pas question qu'il soit le futur de la Syrie... nous avons beaucoup insisté à la fois sur la nécessité, pour arriver à la paix, que Bachar al-Assad ne fasse pas partie de l'avenir de la Syrie, et nous avons beaucoup insisté sur la lutte contre le terrorisme - contre Daech, contre Jabhat al-Nosra -, une lutte qui doit être amplifiée... ".

Voici la traduction du communiqué en question :

Le 30 Octobre 2015, les " participants " représentant la Chine, l'Egypte, l'UE, la France, l'Allemagne, l'Iran, l'Irak, l'Italie, la Jordanie, le Liban, Oman, le Qatar, la Russie, l'Arabie Saoudite, la Turquie, les Émirats arabes unis, le Royaume-Uni, l'Organisation des Nations Unies et les États-Unis, se sont réunis à Vienne pour discuter de la grave situation en Syrie et comment mettre un terme à la violence le plus tôt possible.

Les participants ont eu une discussion franche et constructive, couvrant les problèmes majeurs. Bien que des différences importantes subsistent entre les participants, ils sont arrivés à une compréhension mutuelle sur les points suivants :

1. L'unité de la Syrie, l'indépendance, l'intégrité territoriale et le caractère laïc de la Syrie sont fondamentaux.

2. Les institutions de l'État resteront intactes.

3. Les droits de tous les Syriens, indépendamment de l'origine ethnique ou de la confession religieuse, doivent être protégés.

4. Il est impératif d'accélérer tous les efforts diplomatiques pour mettre fin à la guerre.

5. L'accès humanitaire sera assuré sur tout le territoire de la Syrie, et les participants accroîtront le soutien aux personnes déplacées, aux réfugiés, et à leurs pays d'accueil.

6. Da'esh, et d'autres groupes terroristes, tels que désignés par le Conseil de sécurité des Nations unies, et de plus, tel que convenu par les participants, doivent être vaincus.

7. Conformément au Communiqué de Genève de 2012 et à la Résolution 2118 du Conseil de sécurité des Nations Unies, les participants ont invité l'ONU à réunir des représentants du Gouvernement syrien et de l'opposition syrienne pour un processus politique menant à des élections crédibles, inclusives, en vue d'une gouvernance non-sectaire, suivi d'une nouvelle Constitution et d'élections. Ces élections doivent être menées sous la supervision de l'ONU à la satisfaction de la gouvernance et des plus hauts standards internationaux de transparence et de comptabilisation des résultats, libres et équitables, avec participation de tous les Syriens, y compris la diaspora.

8. Ce processus politique sera sous direction syrienne et appartient aux Syriens, le peuple syrien devra décider de l'avenir de la Syrie.

9. Parallèlement à ce processus politique, les participants de concert avec les Nations Unies exploreront les modalités et la mise en œuvre d'un cessez-le-feu sur tout le territoire à partir d'une date précise. Dans les prochains jours, les participants travailleront à réduire les domaines de désaccord qui subsistent, et à construire sur des terrains d'entente. Les Ministres se réuniront de nouveau dans deux semaines pour poursuivre ces dis-



cussions.

D'emblée et sans entrer dans les détails de ce qui a précédé la tenue de cette réunion dite de " Vienne 1 ", voici un court extrait d'une intervention télévisée de M. Ghaleb Kandil, Directeur du site New Orient News, qui résume, à son avis, le but essentiel de cette initiative de la diplomatie russe :

" Si nous devons tenir compte des principes de la morale et de la diplomatie, les États qui se sont fourvoyés dans le soutien du terrorisme, et qui continuent de le faire, méritent d'être jugés par un tribunal international similaire à celui qui a jugé le nazisme. Mais il se trouve qu'aujourd'hui ces États participent à un processus politique, voulu par M. Poutine, pour les dégager de cette voie. C'est pourquoi, il ne faut pas nous attendre à des solutions définitives à chaque étape de ce processus qui risque de se prolonger et qui évoluera en fonction de l'équilibre des forces sur le terrain. Tel est le plan russe dans un combat qui décidera de l'avenir du monde ".

Ce premier communiqué de Vienne a été jugé globalement positif par les Syriens, bien qu'il ne se fonde que sur le Communiqué de Genève de 2012 en faveur d'un gouvernement transitoire et sur la Résolution 2118 de 2013, sans rappeler les résolutions contraignantes du Conseil de sécurité 2170, 2178 de 2014 et la résolution 2199 de 2015, condamnant les organisations terroristes et ceux qui les soutiennent ou les encouragent de n'importe quelle façon que ce soit, y compris en se contentant d'acheter les produits de leurs larcins.

Une résolution 2118, dont le Général libanais, Amin Hoteit, avait clairement perçu les pièges, puisqu'au lendemain de son adoption il écrivait :

" La résolution 2118 " insistant sur le fait que la seule solution à la crise syrienne est un processus politique sans exclusive, dirigé par les Syriens, fondé sur le Communiqué de Genève du 30 juin 2012... ", lequel a convenu des lignes directrices et des principes pour une transition politique par, entre autres, la mise en place d'un organe de gouvernement transitoire qui pourra comprendre des membres de l'actuel gouvernement et de l'opposition " ainsi que d'autres groupes "... ; il faudra être particulièrement prudent sur deux points. Le premier est de faire en sorte que le bloc occidental ne puisse pas choisir les membres de cet organe à sa convenance, mais qu'il soit effectivement composé de véritables représentants du peuple syrien. Le deuxième, est de veiller à ce qu'il ne présen-

te pas cet organe comme le remplaçant de l'autorité légitime actuellement au pouvoir en Syrie. Ceci, parce que certains États pourraient persister dans leurs tentatives visant à faire admettre, dans ses rangs, des représentants de l'un quelconque des groupes prétendument révolutionnaires syriens... sous prétexte qu'ils sont " militairement victorieux " dans certaines zones, dites libérées, du territoire syrien....

En dépit de ces risques qui demeurent, le fait que Vienne 1 confirme le maintien du caractère laïc de l'État syrien est une victoire pour la Syrie et pour les diverses composantes ethniques et religieuses de la région, menacées d'être impitoyablement arrachées à leur terre comme en Irak, et aussi pour la diversité culturelle sans laquelle nul n'échappera à l'obscurantisme du cocktail explosif Daech-wahhabites-Frères Musulmans ; un partenaire qui a l'avantage d'être " libéral économiquement ", comme l'a expliqué l'ancien juge antiterroriste Marc Trévidic.

À ce stade, une remarque s'impose. Concernant la clause 1 du communiqué, nous avons traduit le mot " secular " par le terme " laïc ", avant de disposer du texte français de la deuxième réunion élargie, dite de Vienne 2, où le traducteur à opté pour le terme " non-confessionnel ". Nous maintenons le terme laïc. Aux Syriens d'en décider en cas de modification de leur Constitution.

Ceci dit, il était évident que les conclusions de Vienne 1 étaient loin de satisfaire les objectifs des frères ennemis saoudiens et qataris ayant dépensé tant de milliards pour nourrir la déferlante terroriste censée briser la volonté et les alliances syriennes ; le premier pour asseoir son hégémonie sur le monde musulman et la région face à la montée imperturbable des Iraniens ; le second pour s'assurer le monopole gazier au détriment des Russes et des Iraniens en acheminant ses gazoducs via le territoire syrien... la guerre pour le gaz étant un sujet déjà traité dans toutes ses dimensions.

De même, il était évident que la Turquie tout autant qu'Israël n'étaient pas particulièrement ravis du premier point garantissant l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie, chacun voulant grignoter une part du territoire syrien : la Turquie à la frontière Nord et Israël au Golan, sous prétexte d'y établir de prétendues " zones de sécurité " là où ils ont largement contribué à semer le chaos, oubliant que leurs ambitions dépassaient la marge consentie par le chef d'orchestre états-unien.

Beaucoup de bruits ont couru dans la presse arabe sur un probable torpillage de la réunion de Vienne 2 fixée au 14 novembre. M. Hussein Amir Abdollahian, vice-ministre iranien des Affaires étrangères, a déclaré sur Al-Mayadeen TV [autour du 10 ou 11 novembre ?] que l'Iran pourrait ne pas y participer si Washington continuait à mener des consultations unilatérales avec certains pays participants à l'exclusion d'autres, sans plus de précisions.

Par la suite, nombre d'articles de presse ont rapporté que le " quatuor " Washington-Qatar-Turquie-France s'arrangeait, en coulisses, pour contourner les résultats de l'initiative russe en jouant sur la liste des groupes de l'opposition syrienne qui participeraient au dialogue inter-syrien et sur la liste des " groupes armés non étatiques " à classer sur la liste internationale des organisations terroristes, accusant Moscou de vouloir y inclure tous les mouvements rebelles armés dits " modérés " et non seulement Daech et le Front al-Nosra [ce dernier n'étant pas mentionné dans le communiqué de Vienne 1], en plus d'avoir élaboré un texte en huit points qui " n'exclut pas que Bachar al Assad soit candidat à l'élection présidentielle, bien que son départ soit considéré par les pays occidentaux et arabes comme une condition de la paix ".

Quant à l'Arabie saoudite, les manœuvres de son ministre des Affaires étrangères furent moins discrètes, menaçant qui voulait l'entendre d'un coup de force militaire en Syrie, de davantage de soutien aux " groupes armés de l'opposition " et de pire encore, si tous les participants ne cédaient pas à son dogme haineux de destitution du président Bachar al-Assad préalablement à toute négociation.

Autant de rumeurs et de menaces ayant amené, le 12 novembre, la porte parole du Ministère russe des Affaires étrangères, Mme Maria Zakharova, à rappeler les règles du jeu :

" Nous accordons une grande importance au développement du potentiel constructif du Groupe de soutien à la Syrie, qui se réunira à Vienne le 14 novembre au niveau ministériel. En nous basant sur la ligne fondamentale de la Russie sur le processus de paix en Syrie, nous avons l'intention de poursuivre un travail actif pour parvenir à une compréhension commune claire concernant l'appartenance de tel ou tel groupe de combattants syriens aux organisations terroristes, ainsi que pour



promouvoir le processus de paix sur la base du Communiqué de Genève du 30 juin 2012 et de la déclaration finale de la réunion de Genève du 30 octobre 2015.

Malheureusement, le fonctionnement de ce mécanisme d'accompagnement diplomatique du processus de paix en Syrie, que Moscou juge efficace depuis son lancement il y a deux semaines, subit déjà des tentatives de déformer son objectif fondamental. On a l'impression que tout le monde n'a pas compris correctement la vocation de ce format. De notre point de vue, il permet précisément et de manière franche (ce qui est important) de dialoguer et surtout d'avancer vers le rapprochement des positions.

À la veille de la réunion ministérielle, les États-Unis ont très hâtivement suggéré d'organiser le travail de trois groupes - sur l'opposition, la lutte antiterroriste et les aspects humanitaires. Je souligne qu'il n'y a eu aucune consultation préalable avec la partie russe quant à la date et le lieu des réunions. Nous percevons clairement une aspiration à travailler de manière unilatérale et séparer les pays du groupe de Vienne en "meneurs" et "suiveurs". Nous ne pouvons pas accepter de telles règles du jeu.

Mais le 13 novembre, l'horreur a frappé Paris. Le monde entier a chaleureusement témoigné de sa solidarité avec le peuple français, y compris le Président syrien, malgré le silence quasi-universel sur les attentats quotidiens en Syrie. Et nombre de personnalités politiques, de la majorité et de l'opposition françaises, ont déclaré publiquement qu'il fallait " parler " à Bachar al-Assad, l'ennemi numéro 1 étant le terrorisme ; quoique certains nous disaient clairement : " nous réglerons son sort plus tard " en espérant obtenir par le jeu diplomatique ce qu'ils n'ont pu obtenir par la terreur, le feu et le sang.

Voici un extrait de l'intervention de M. Alain Juppé le lendemain des attentats meurtriers du 13 novembre au journal de 20 H d'Antenne 2 :

" J'étais sur la ligne du gouvernement, ni Daech ni Bachar. Aujourd'hui (...) il y a des hiérarchies, il y a des priorités, il faut écraser Daech (...) Ensuite, nous verrons comment organiser la réconciliation des Syriens en changeant les équipes de Damas, mais priorité à écraser Daech, ce qui veut dire que nous devons clarifier nos buts de guerre avec les Américains, avec nos partenaires arabes, mais aussi avec les Turcs et avec les Russes, il faut s'y mettre tous... ".

Bachar al-Assad est ici remplacé par les " équipes de Damas " ! Comprendre qu'il n'est pas question pour " le meilleur d'entre tous " de ne pas continuer à jouer des relations des dirigeants français avec les truands néoconservateurs de tous bords et les géniteurs nourriciers des criminels ensauvagés, qui viennent d'éteindre les lumières de Paris, après avoir éteint tant de vies, nous condamnant à la double peine : vivre la douleur de la France tout en vivant celle de la Syrie.

En tout cas, concernant ses " partenaires arabes " avec lesquels il doit encore " clarifier nos buts de guerre ", il en va de l'honneur de la Syrie et des Syriens de ne pas en faire partie ; car, en effet, " on ne peut devenir respectable juste parce qu'on a de l'argent et du pétrole ", comme lui a soufflé son collègue du parti des Républicains, M. Thierry Mariani.

VIENNE 2, 14 NOVEMBRE 2015

Le texte de cette deuxième réunion est consultable (en français) sur le site France diplomatie. Une comparaison de la liste des participants révèle la présence de la Ligue arabe, apparemment absente de la réunion de Vienne 1, ce qui mérite de rappeler que la Syrie n'en faisant plus partie de par les magouilles des Qataris et des Saoudiens, avec la complicité de son Secrétaire général égyptien, Nabil el-Arabi, le sort des Syriens par ce groupe d'États présenté comme "Le Groupe de soutien international à la Syrie", ou ISSG, se discute en l'absence de la Syrie : un État légitime, un Gouvernement légitime, un Président légitime, un Membre de l'ONU.

Pour rappel, le 11 novembre, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, avait déclaré :

" L'objectif principal de [Vienne 12] serait la détermination de la liste des groupes d'opposition en Syrie qui peuvent négocier le règlement politique de la situation ainsi que la clarification de la notion d' " opposition modérée " et l'élaboration d'une autre liste commune, celle des organisations terroristes.

Il est évident qu'il est désormais impossible d'avancer sur cette question sans la clarifier. Il est également impossible d'avancer sur une autre direction, figurant dans la

déclaration du 30 octobre, celle du lancement du processus politique sous l'égide de l'ONU entre les représentants de l'opposition et du gouvernement.

Si au lieu d'un travail concret sur ces deux questions (la liste des organisations terroristes et les négociations entre le gouvernement et l'opposition) quelqu'un avance des idées abstraites, " allons renverser le régime et tous les problèmes se régleront d'eux-mêmes ", il n'y a aura pas bien entendu aucun succès lors de cette rencontre ".

Or, les principales additions par rapport à Vienne 1 sont :

■ Un calendrier : les participants se sont entendus pour réunir des représentants du gouvernement syrien et de l'opposition pour des négociations formelles avec l'objectif du 1er janvier. Ils ont affirmé leur soutien à un cessez-le-feu et à un processus mené par les Syriens en vue de rédiger une nouvelle Constitution d'ici six mois, et d'organiser des élections libres et équitables conformément à cette constitution d'ici dix-huit mois, le tout sous les auspices de l'ONU.

■ L'ISSG a réaffirmé qu'il importait de se conformer à toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies, notamment la résolution 2199 sur l'arrêt du commerce illégal de pétrole, d'antiquités et d'otages, dont bénéficient les terroristes. [Ce qui implique de se conformer aux résolutions 2170 et 2178, mais jusqu'ici aucune condamnation des États qui soutiennent incontestablement les terroristes. Au contraire ce même jour se tenait le G20 en Turquie chez M. Erdogan... Comme quoi tout est affaire de définition du terrorisme que la Syrie réclame depuis les années quatre-vingt, pour avoir eu à souffrir d'attentats terroristes non moins horribles que l'attentat du 13 novembre à Paris...N.d.A.]

■ L'ISSG s'est déclaré préoccupé par le sort des réfugiés et des personnes intérieurement déplacées et a souligné la nécessité de mettre en place les conditions de leur retour en toute sécurité. [Excellente nouvelle pour ceux qui souhaitent ce retour, à condition que ce ne soit pas la porte grande ouverte à toutes les intrusions et manœuvres de certaines ONG semeuses de troubles et de mensonges... [N.d.A.]

■ En ce qui concerne la lutte contre le terrorisme et conformément à la clause 6 du Communiqué de Vienne, l'ISSG a rappelé que Daech, le Front Al-Nosra et d'autres groupes terroristes, tels que désignés par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, et par ailleurs comme il a été convenu par les participants et avalisé par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, doivent être vaincus. [Le Front al-Nosra a-t-il été ajouté grâce à l'insistance de M. Fabius ou, malheureusement, grâce à la terrible tragédie qui a frappé la France ? N.d.A.]

■ Le Royaume hachémite de Jordanie a accepté d'aider à élaborer, au sein des représentants de la communauté militaire et du renseignement, une qualification commune des groupes et des individus permettant éventuellement de les désigner comme terroristes, avec l'objectif d'y parvenir pour le début du processus politique sous les auspices des Nations Unies.

Sur ce dernier point, l'on pourrait se demander s'il s'agit d'un " miracle ", comme l'a dit publiquement le ministre syrien des Affaires étrangères, M. Walid al-Mouallem, lorsque MM. Poutine et Lavrov l'ont informé de leur projet de lutte internationale contre le terrorisme englobant les États régionaux, ou d'un tour de magie.

Quant à la " communauté du renseignement et de ses initiatives communes ", mis à part le fait établi que les services du renseignement de plusieurs pays occidentaux ont largement participé à la guerre souterraine contre la Syrie au sein des cellules secrètes multinationales en Turquie et en Jordanie [MOK], il faut espérer que le gouvernement français tiendra désormais compte des avertissements des " anciens ", tels MM. Yves Bonnet et Alain Chouet ou M. Bernard Squarcini, lequel vient de faire savoir :

" Il y a deux ans déjà, les services syriens m'avaient effectivement proposé une liste des Français combattant en Syrie. J'en avais parlé à mon ancien service qui en a rendu compte à Manuel Valls. La condition des Syriens était que la France accepte de coopérer avec leurs services de renseignements. On m'a opposé un refus pour des raisons idéologiques ".

Des raisons " idéologiques " ? Peut-être. C'est en tout cas une idéologie qui a contribué à aveugler une très grande partie de nos concitoyens qui ne supportent aucune contradiction, même de la part de leurs amis syriens en qui ils avaient confiance jusque là, et a contribué à nourrir la guerre souterraine dont le décompte des tués s'est arrêté à environ 250 000 depuis quelques



semaines, sans que l'on comprenne pourquoi, puisque la liste macabre ne cesse de s'allonger.

CRITIQUES DE VIENNE 2

Pour certains analystes régionaux, le communiqué de Genève 2 est bel et bien enterré, ainsi que les " mascarades " savantes de M. de Mistura pour un " Taëf " à la libanaise qui aurait consacré des zizanies sectaires sur fond de confessionnalisme. Les États-Unis n'auraient pas les moyens d'entrer en guerre contre la Russie, couvriraient ses actions et seraient dans l'obligation de couvrir et de rassurer leurs alliés, d'où les dernières déclarations intempestives d'Obama et de John Kerry...

Pour d'autres, malgré le souhait des participants d'intensifier la lutte contre le terrorisme, aucune décision n'a été prise en ce sens, et le communiqué de Vienne 2 démontrerait l'absence d'une réelle volonté de mettre fin à la guerre internationale qui se déroule sur le territoire syrien, certaines parties essayant de la " geler " tant que les conflits géopolitiques entre les États-Unis et la Russie n'auront pas été réglés. À l'appui de ces analyses, plusieurs lacunes et contradictions :

■ L'imposition d'un calendrier et d'un cessez-le-feu, avant de définir le terrorisme ou d'identifier les groupes terroristes " autres " que Daech et Jabhat al-Nosra, pose la question de savoir ce qui se passerait s'il était rompu par ces autres organisations comme Ahrar al-Cham, Jaïch al-Islam... notoirement soutenues par des Pays du Golfe et la Turquie. Dira-t-on qu'il s'agit des Forces de l'opposition armée de la Coalition d'Istanbul [CNS] connue sous le Sigle ASL ou des " Forces démocratiques de Syrie " ; une nouvelle armée créée dernièrement par les USA en soutien à la résistance syrienne en lutte contre Daech ? Qui aura à intervenir pour les contrer ? Que risquent vraiment les États qui les soutiennent ?

■ Partant de là et étant donné que Genève 2 a été à l'origine de l'idée d'un gouvernement transitoire présenté de telle sorte que chaque partie puisse l'interpréter à sa guise, avec pour le Bloc occidental et ses alliés régionaux la ferme volonté de destituer le président Bachar al-Assad et d'amener les Frères Musulmans et/ou leurs agents au pouvoir, que signifie le paragraphe 5 : " Les cinq Membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies se sont engagés à soutenir une résolution du CSNU visant à autoriser une mission de surveillance du cessez-le-feu avalisée par les Nations Unies dans les parties du pays où les membres de la mission de surveillance ne seraient pas exposés à la menace d'attaques terroristes ainsi qu'à appuyer le processus de transition politique, conformément au Communiqué de Genève " ? Et pourquoi parler tantôt de processus politique, tantôt de processus de transition politique, alors que dans le communiqué de Vienne 1 il n'est question que de processus politique ?

■ Quant aux bons auspices de l'ONU à tous les niveaux, le Président syrien a déjà répondu à la question :

... une observation internationale ne signifie pas les organisations des Nations Unies qui n'ont franchement aucune crédibilité, car elles sont sous le contrôle des Américains et de l'Occident en général. Donc, lorsque nous parlons d'observation internationale, de participation ou de coopération, cela veut dire certains États qui ont été impartiaux durant la crise, n'ont pas soutenu le terrorisme, et n'ont pas essayé de politiser leurs positions vis-à-vis des événements en Syrie... "

■ Et enfin, l'absence de toute référence concernant les sorties et les frappes

aériennes illégales dans l'espace syrien, qu'il s'agisse des USA ou de leurs alliés, dont la France ; la Russie étant légalement intervenue à la demande du gouvernement légitime syrien.

ET MAINTENANT OÙ ON VA ?

Depuis l'attentat du 13 novembre, pratiquement tous les médias rapportent que la France et la Russie intensifient leurs frappes en Syrie, d'où un sentiment d'amertume chez les Syriens et surtout beaucoup d'interrogations malgré la confiance qu'ils accordent à la parole de la bienvenue Russie, confiance renforcée depuis que le président Poutine a déclaré devant le monde entier que sa guerre en Syrie était préventive, la sécurité nationale de la Russie étant liée à la sécurité nationale de la Syrie. Comment et pourquoi coopère-t-il avec la France qu'ils considèrent comme le fer de lance d'une sale guerre qui n'en finit plus ?

Les médias parlent aussi de renversement d'alliances, tandis que M. Sergueï Lavrov, cité par des agences russes, a déclaré aujourd'hui :

" Nous sommes prêts à une coopération pratique avec les pays de la coalition et à travailler avec eux pour en définir les modalités, qui, bien sûr, respecteraient la souveraineté de la Syrie et les prérogatives du gouvernement syrien ".

Alors que Manuel Valls déclarait ce même jour sur France Inter :

" Le pouvoir, en Arabie saoudite comme au Qatar, lutte contre Daech, ça c'est incontestable. Et moi je n'ai pas de raison de douter aujourd'hui de l'engagement de ces deux gouvernements... Reste la question de l'ensemble de ces financements... mais dans le Proche et le Moyen-Orient les choses sont toujours très compliquées et vous savez les liens qui existent entre le régime de " Bachar " et Daech. Vous savez aussi les liens qui existent entre le régime de " Bachar " et l'Iran. Vous savez... il y a la confrontation entre le monde sunnite et le monde chiite. Il faut avoir en permanence en tête ces questions. Mais pour nous, l'essentiel, chacun l'a bien compris, c'est la lutte contre le terrorisme et contre Daech. Et donc, nous [ne] pourrions accepter aucun élément qui participe du financement de ce terrorisme contre nous ". Honnêtement, on croirait entendre le bulletin d'Al-Jazeera TV, sans oublier que si l'Arabie saoudite et le Qatar ne se soucient que de Daech c'est bien parce qu'il a échappé au contrôle de tous ses géniteurs, y compris les États-Unis. D'où cette unanimité de lutte contre Daech, avec un gros trou de mémoire dans lequel tombent les autres groupes terroristes, moins la Turquie. Par conséquent, il n'est pas étonnant que le Bloc occidental et ses alliés aient accusé la Russie de ne s'en prendre qu'à l'opposition modérée " armée " plutôt qu'à Daech, dès tout le début de son intervention en Syrie. Reste à savoir si la " coopération pratique " entre la Russie et la France dans l'espace aérien syrien, n'est pas une coordination obligée pour éviter que les avions militaires ne se télescopent, comme dans le cas des États-Unis.

Reste à savoir si la France a vraiment décidé de combattre le terrorisme ou si elle pense pouvoir le contrôler en continuant à bombarder la ville de Raqqa, alors que ses amis du Golfe sont les vrais inspireurs de ces terroristes français qui ont tué des Français.

Une dernière question brûlante ; qui en France se souviendrait de la troupe " Gulanar " de la ville de Raqqa ? Qui se souviendrait qu'en 1986, Paris lui a offert sa médaille d'or en la préférant à soixante-seize autres troupes de danse populaire ? De l'or hier... Des bombes aujourd'hui.

Birmanie

90 morts dans un glissement de terrain

Au moins 90 personnes ont été tuées en Birmanie dans un glissement de terrain dans une mine de jade, secteur économique opaque aux mauvaises conditions de sécurité, selon le dernier bilan des autorités dimanche.



"Nous ne trouvons que des morts" dans la montagne de pierres éboulées, a déclaré à l'AFP Nilar Myint, responsable de l'administration locale et coordinateur des secours dans la région très isolée de Hpakant, dans le nord du pays.

Les secouristes, comprenant selon lui la Croix Rouge locale mais aussi des renforts de l'armée et de la police, poursuivaient dimanche leurs efforts.

La Birmanie, premier producteur mondial de jade, tire de grands profits de la présence massive de la précieuse pierre dans le sous-sol de cette région minière, connue pour la qualité de son jade.

Mais les conditions d'extraction sont très mauvaises, sans souci pour l'environnement et la sécurité des bataillons de mineurs illégaux sur l'existence desquels autorités et grosses compagnies minières ferment les yeux.

Ils sont en effet des milliers de travailleurs birmanes pauvres à affluer dans cette région aux confins de la Chine, vivant dans des campements de fortune, pour tenter de trouver

des morceaux de jade négligés par les pelleteuses et laissés dans des montagnes de remblais aux marges des mines.

L'accident s'est produit samedi quand une montagne de remblais s'est effondrée sur des dizaines de ces cabanes de fortune dans lesquelles dormaient des habitants vivant de la recherche de morceaux de jade restés non exploités.

Rien que ces derniers mois, des dizaines d'habitants tentant de trouver du jade laissés par les pelleteuses des grosses compagnies minières sont morts dans des éboulements de terrain, selon les ONG.

Ces drames de la pauvreté sont parfois mentionnés dans la presse locale, sans que rien ne change dans la vie de ces légions de mineurs illégaux, tentant leur chance dans les mines à la nuit tombée le plus souvent.

Malgré les réformes menées ces dernières années, le plus grand secret continue d'entourer ce marché du jade, qui reste la chasse gardée des vieilles élites ayant bâti leurs fortunes à l'époque de la junte autocratique en 2011.

La Birmanie a vendu sur le marché mon-

dial en 2014 près de 27,5 milliards d'euros de jade, dix fois le chiffre officiel selon un rapport publié en octobre 2015 par l'ONG Global Witness.

L'ONG basée à Londres souligne que le marché du jade représente près de la moitié du Produit intérieur brut (PIB) de ce pays qui reste l'un des plus pauvres d'Asie du Sud-Est, en dépit d'une forte croissance depuis l'ouverture de l'ex-Etat paria en 2011.

Rien que vers la Chine, selon les chiffres officiels de Pékin, plus de 12 milliards de dollars (10,6 milliards d'euros) de jade birmane ont été importés en 2014, souligne Global Witness, dénonçant un "possible plus grand pillage de ressources naturelles de l'Histoire moderne".

Les ONG dénoncent une intensification de l'activité des compagnies minières ces derniers mois.

L'opposant Aung San Suu Kyi, dont le parti a remporté une victoire écrasante aux élections du 8 novembre, doit former un gouvernement début 2016. Elle a promis de lutter contre la corruption et l'opacité de l'économie, dont l'industrie du jade est un bon

exemple. Autrefois terre de jungles luxuriantes, la région de Hpakant est désormais constellée de collines à nu, en raison de la multiplication des carrières.

L'engouement des Chinois pour la précieuse pierre aux diverses nuances de vert accélère la déforestation de cette région septentrionale de l'Etat Kachin.

Cette région est aux prises avec des combats entre l'armée et des groupes rebelles armés.

Le jade est une source importante de revenus pour l'Armée d'indépendance kachin (Kachin Independence Army, KIA), un des groupes armés ethniques les plus actifs dans ses combats avec le pouvoir central.

AFP

Présidentielle en Argentine Le libéral Mauricio Macri affronte Daniel Scioli

■ C'est un scrutin historique mettant fin à 12 ans de présidence de Nestor et Cristina Kirchner: les Argentins décident dimanche si leur futur président sera Mauricio Macri, un libéral, ou Daniel Scioli, un péroniste modéré.

Les instituts de sondages qui faisaient de Scioli le grand favori de la présidentielle avant le premier tour, donnent désormais une nette avance à Mauricio Macri, maire de Buenos Aires depuis 2007 et ancien président du club de football de Boca Juniors.

Le second tour de la présidentielle débutera à 08h00 locales (11h00 GMT) et les bureaux de vote fermeront à 18h00 (21h00 GMT). Il faudra attendre 20h00 (23h00 GMT) pour voir apparaître les premières tendances.

C'est la première fois depuis que le ballottage a été intégré dans la loi électorale voici 40 ans que l'élection d'un président se décide au second tour. Mauricio Macri, candidat préféré des marchés, a causé la surprise le 25 octobre lors du 1er tour. Alors que dans son propre parti on se satisfaisait de 7 points de retard sur Daniel Scioli, synonyme de second tour, le verdict des urnes lui a été encore plus favorable: 37% pour Scioli, 34% pour Macri.

Bénéficiant de l'usure du pouvoir après 12 ans de kirchnerisme, Mauricio Macri a su bâtir une large coalition, Cambiemos (Changeons), autour de sa formation de droite, le PRO (Proposition républicaine), intégrant notamment l'Union civique radicale (UCR, centre-gauche), un parti historique de l'Argentine, en perte de vitesse.

Dans un pays où les Péronistes et les radicaux de l'UCR ont alterné avec les dictatures militaires, une victoire de la coalition du maire de Buenos Aires installerait au pouvoir un parti jeune fondé il y a seulement dix ans.

"C'est une étape merveilleuse. Je veux que vous sachiez que je suis là pour vous écouter. Ne nous disputons plus", a lancé Macri lors de son dernier discours de campagne, alors que l'Argentine est fortement polarisée politiquement entre pro-Kirchner et anti-Kirchner, jusqu'au sein même des familles.

Macri, 56 ans, est le fils d'un puissant homme d'affaires, Franco Macri, un Italien qui a fait fortune en Argentine.

Député, ministre, vice-président de Nestor Kirchner, gouverneur de la province de Buenos Aires, la plus importante du pays avec 16 millions d'habitants, Daniel Scioli, 58 ans, est un apparatchik de la mouvance péroniste, qui a dominé la vie politique depuis sa création voici 70 ans.

AFP

Pour crime de guerre

Le Bangladesh exécute deux opposants

Deux dirigeants d'opposition du Bangladesh ont été pendus dans la nuit de samedi 21 à dimanche 22 novembre pour crimes commis lors de la guerre d'indépendance de 1971. "Tous les deux ont été pendus. L'exécution a eu lieu à 00h45 (19h45 heure de Paris)", soit quelques heures après le rejet par le président Abdul Hamid de leurs demandes de grâce, a précisé le ministre de la justice.

Ali Ahsan Mohammad Mujahid, 67 ans, était le numéro deux du plus important parti islamiste du pays, Jamaat-e-Islami. Salahuddin Quader Chowdhury, 66 ans, était

un proche conseiller de Khaleda Zia, chef du principal parti d'opposition, le parti nationaliste du Bangladesh. La condamnation à mort des deux hommes, en 2013, avait suscité les plus graves violences dans le pays depuis son indépendance. Quelque 500 personnes avaient été tuées, principalement dans des affrontements entre des militants du Jamaat-e-Islami et la police.

Après l'annonce des pendaisons, des partisans de la Ligue Awami, le parti du la première ministre du Bangladesh Sheikh Hasina, sont descendus dans les rues de Dacca, la capitale du pays, pour manifester leur satisfaction.

L'opposition a, elle, appelé à une grève générale et à des manifestations, et des forces de sécurité ont été déployées à travers le pays. Le tribunal chargé des crimes de guerre a été créé en 2010 pour juger les exactions commises lors de la guerre d'indépendance qui a fait environ trois millions de morts, lorsque le Bangladesh s'est séparé du Pakistan. Le gouvernement est accusé par ses détracteurs d'utiliser ce tribunal comme d'un instrument contre les deux principaux partis d'opposition, le Parti nationaliste du Bangladesh et le Jamaat-e-Islami.

Le Monde

Corée du Sud

L'ancien président Kim Young-Sam est mort

L'ancien président sud-coréen Kim Young-Sam, devenu en 1993 le premier président civil après 30 ans de domination militaire, est mort samedi à l'âge de 87 ans, a-t-on appris de sources hospitalières. Kim Young-Sam, qui a dirigé la Corée du Sud entre 1993 et 1998, souffrait d'une infection du sang. Il avait été hospitalisé quelques jours avant sa mort en raison d'une

forte fièvre, a précisé à des journalistes le directeur de l'hôpital national de Séoul Oh Byung-Hee. Deux événements majeurs ont marqué son mandat présidentiel: la première crise nucléaire avec la Corée du Nord en 1994 et la signature d'un plan de sauvetage de 58 milliards de dollars avec le Fonds monétaire international (FMI), lors de la crise financière asiatique de 1997-1998. Figure

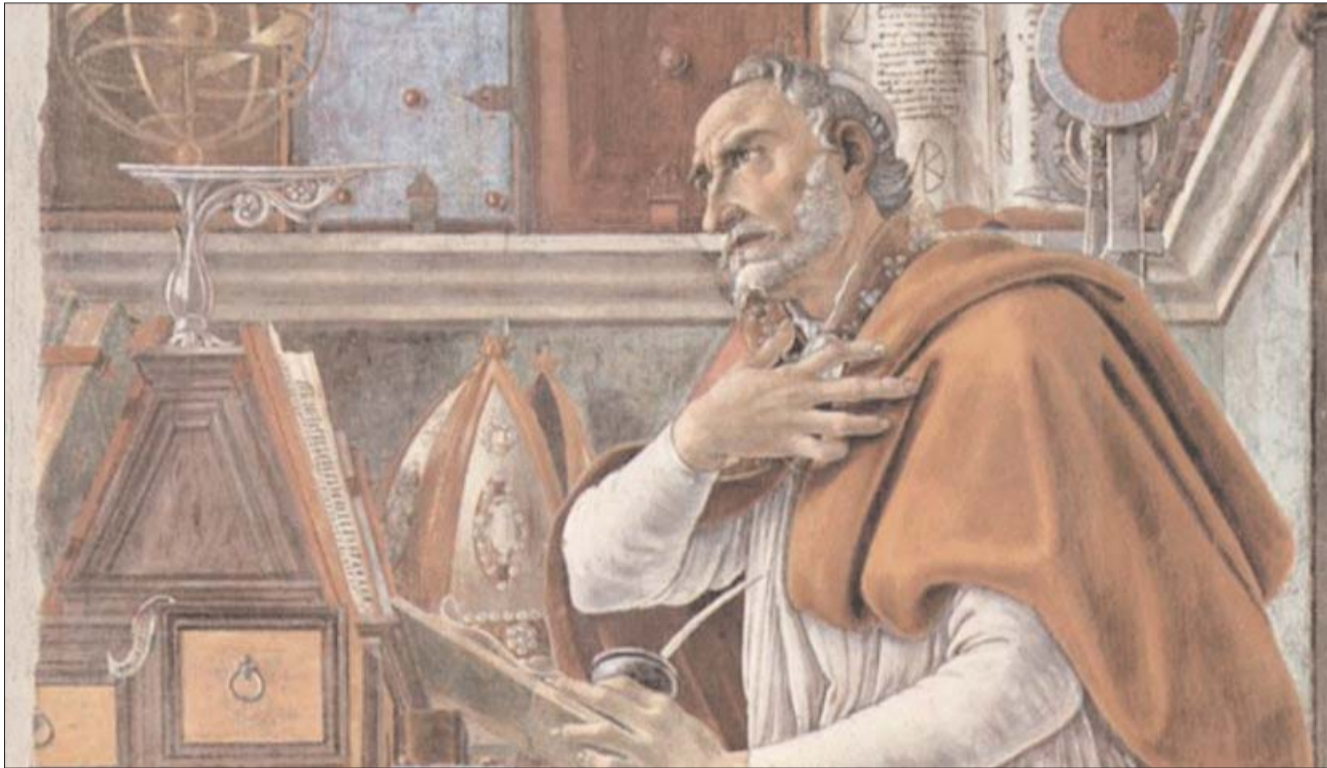
emblématique du mouvement pro-démocratie, il avait été assigné à résidence deux fois pour une durée totale de deux ans au début des années 1980. Il avait été candidat aux premières élections présidentielles libres du pays en 1987, mais face à une opposition divisée, l'ancien général Roh Tae-Woo avait été élu.

AFP

Dans le cadre d'une coproduction algéro-tunisienne

Un film sur Saint-Augustin en préparation

Un long-métrage consacré à la vie et au parcours de Saint-Augustin (354-430) est en préparation dans le cadre d'une coproduction algéro-tunisienne, a annoncé samedi à Annaba le ministre de la Culture Azzedine Mihoubi.



Au cours d'une visite au cours de laquelle il s'est enquis de la préparation des salles retenues pour accueillir le festival du cinéma méditerranéen du 3 au 9 décembre prochains, le ministre a précisé que ce film devant être projeté "durant 2016", traitera des "principales étapes historiques de la vie de Saint-Augustin d'Hippone".

Ce long-métrage dont la réalisation a été confiée au réalisateur égyptien Samir Seïf, s'inscrit "en droite ligne de la politique cinématographique algérienne privilégiant

la réhabilitation des figures historiques de notre pays dont le legs atteste de la grandeur de la civilisation algérienne et du rôle majeur et universel joué à travers les époques par ses personnalités illustres", a ajouté M. Mihoubi.

Le ministre a inspecté, à l'occasion de cette visite, les différents espaces devant abriter le festival du cinéma méditerranéen, en l'occurrence la salle du théâtre régional Azzedine-Medjoubi, la maison de la culture Mohamed-Boudiaf et la bibliothèque principale Slimane-Barkat. Il a exprimé à chacune de ses

étapes sa "satisfaction" devant le travail accompli en un "temps record" (4 mois) pour la mise à niveau des structures prévues pour abriter cette grande manifestation dotée d'un budget de 60 millions de dinars. Au théâtre Azzedine-Medjoubi où il a particulièrement apprécié la qualité des aménagements opérés, notamment en matière d'éclairage et de siègerie, le ministre a souligné que l'investissement culturel doit être "stratégique" et non "circonstanciel".

Pour M. Mihoubi, l'organisation du festival d'Annaba, "vise plusieurs objectifs dont

l'instauration du culture cinématographique dans cette ville, la création d'un espace de rencontres et d'échanges entre professionnels du 7ème art et la valorisation de la dimension culturelle et touristique de la région". M. Mihoubi a également annoncé, lors de l'inspection de la maison de la culture Mohamed-Boudiaf, notamment les espaces destinés à la presse nationale et internationale devant être accréditée pour l'évènement, que le cinéma chilien sera l'invité d'honneur du festival méditerranéen d'Annaba.

Reda A.

Œuvres majeures de Niemeyer

Vernissage à Constantine d'une exposition de photos

Une exposition de photos de l'université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB) d'Alger, œuvre de l'architecte brésilien Oscar Niemeyer, a été ouverte samedi après-midi à la galerie de la salle Ahmed-Bey de Constantine.

La cérémonie de vernissage de l'exposition de photos de différentes vues de l'USTHB, fixées par l'objectif du photographe allemand Andreas Rost, a été organisée sous le titre "Zoom sur une œuvre méconnue", en présence des ambassadeurs d'Allemagne et du Brésil en Algérie, MM. Gotz Lingenthal et Edouardo Botelho Barbosa.

L'ambassadeur du Brésil en Algérie, soulignant le caractère "exceptionnel" des relations qui ont de tout temps lié son pays à l'Algérie, a affirmé que "le génie Oscar Niemeyer a constitué l'autre trait d'union entre les deux pays".

Rappelant que l'architecte brésilien avait trouvé refuge en Algérie à un moment où ses opinions ne lui permettaient plus de rester dans son pays, le chef

de la mission diplomatique brésilienne à Alger a exprimé toute sa gratitude pour "l'hommage rendu à Niemeyer à travers cette exposition".

Il a ajouté, dans ce contexte, que l'œuvre de Niemeyer continue de vivre près de 3 ans après la mort de l'architecte, déclarant qu'un de ses derniers projets, la bibliothèque Amérique Latine-Pays arabes prévue à Zéralda, crayonnée à la demande du président de la République Abdealaziz Bouteflika sera "très prochainement" concrétisée.

De son côté, l'ambassadeur d'Allemagne en Algérie a précisé que l'exposition allemande sur le brésilien Niemeyer est "une façon de célébrer avec Constantine son année culturelle".

Une vingtaine de photos, en couleur et en noir et blanc "dévoile" l'USTHB sous toutes ses coutures et zoome sur "la flexibilité" des bâtisses conçues par l'homme qui dessina l'université de Constantine.

Dans une déclaration à l'APS, Andreas Rost, précisant que les photos exposées ont été prises en 2013, a indiqué que l'idée

de l'exposition a "fait son petit bout de chemin quand (il) avait commencé à collectionner les œuvres signées Niemeyer, d'autant que l'USTHB ne figure pas dans les manuels consacrés à l'architecte brésilien".

M. Rost a ajouté que cette "omission" a suscité son intérêt et l'a poussé à venir à Alger pour se documenter sur l'USTHB, avant de décider d'immortaliser, à travers son objectif, ce lieu du Savoir et d'y consacrer une exposition.

Véritable légende, Oscar Niemeyer, considéré comme le moteur du mouvement moderne dans son pays, constructeur de la mythique Brasilia, est décédé en 2012 à l'âge de 104 ans.

Oscar Niemeyer a marqué l'architecture algérienne postindépendance avec plusieurs réalisations majeures dont l'USTHB, la Coupole du complexe olympique d'Alger, une partie de l'Ecole polytechnique d'architecture et d'urbanisme (EPAU) et l'université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou.

R. B.

Journées cinématographiques de Carthage

81 films en lice pour le Tanit d'or

■ La 26ème édition des Journées cinématographiques de Carthage (JCC) qui compte 81 films dont 17 longs métrages, 13 courts métrages et 16 documentaires, en lice pour le premier prix, le "Tanit d'or", s'est ouverte samedi soir au théâtre municipal de Tunis.

Des cinéastes africains et européens, des hommes politiques ainsi que des vedettes du cinéma arabe ont défilé en tenue de soirée sur le tapis rouge avant d'accéder à la salle où devait avoir la projection en avant-première du film "Lamb" de l'éthiopien Yared Zeleke.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence, notamment, du chef du Gouvernement tunisien, Habib Essid et de plusieurs personnalités politiques et des membres du corps diplomatique accrédités en Tunisie, rapporte l'agence de presse tunisienne TAP.

Le coup d'envoi officiel des 26èmes JCC a été donné par la ministre de la Culture et de la Sauvegarde du patrimoine, Latifa Lakhthar, qui a relevé que la tenue de cet évènement culturel représentait la "meilleure réponse aujourd'hui au fléau du terrorisme qui touche non seulement la Tunisie mais qui frappe l'Humanité toute entière".

Parmi les invités présents à la cérémonie figuraient, entre autres, l'acteur égyptien Khaled Abou Nagua, l'artiste libanaise Maya Dhiab, le cinéaste égyptien Daoud Abdessaïed ainsi que les tunisiens Ali Bennour, Lotfi Bouchnaq, Ferid Boughdir, Dorra Bouchoucha, Mohamed Ali Ben Jemaa, Fériel Youssef, et Amel Alouane.

Les JCC se tiendront jusqu'au 28 novembre avec la projection en hors compétition de 350 films du monde entier dans 12 villes: Kairouan, Monastir, Sfax, Beja, Jendouba, Gafsa, Tataouine, Nabeul, le Kef, Mahdia, Kasserine et Djerba.

Des hommages seront rendus à plusieurs figures de proue du cinéma dont le réalisateur tunisien Nouri Bouzid ainsi que de grands hommes de cinéma disparus en l'occurrence le cinéaste Portugais Manoel de Oliveira qui a réalisé son dernier film à l'âge de 102 ans, la cinéaste et romancière algérienne Assia Djébar, et au jeune disparu tunisien Habib Masrouki.

Les dames du cinéma égyptien seront également à l'honneur, comme Faten Hamama, Meriem Fakhreddine, Maali Zayed, Nabiha Lotfi et Asma El Bekri.

R. C.

Constantine 2015

Dimajazz de haute volée, dédiée à la Palestine

■ La treizième édition du festival international du jazz de Constantine, Dimajazz, prévue du 27 novembre au 3 décembre, sera dédiée à la Palestine meurtrie et sera de haute volée au regard du plateau proposé.

Le Dimajazz qui, pour la première fois de son existence, aura pour théâtre un espace bien plus adapté à la stature qu'il s'est forgée au fil des années, la grande salle Ahmed-Bey en l'occurrence, sera également dédiée au regretté Aziz Djemame, le jeune homme disparu à l'âge de 33 ans et dont les efforts inlassables ont permis la naissance de ce festival devenu évènement culturel majeur en Algérie.

Karim Ziad and friends, Alpha Blondy, China Moses (fille de Dee Dee Bridgewater), le Billy Cobham quintet, le Palestinien Tamer Abu Ghazaleh, le groupe colombien Cumbia Ya et l'ensemble britannique Incognito devraient donner une saveur particulière à cette édition placée, comme souvent, sous le signe des fusions. L'Algérois Karim Ziad et ses amis N'guyen Lê, Bojan Z, Maâlem Hamid El Kasri et Julien Loureau auront le redoutable privilège d'ouvrir le bal, vendredi 27 novembre en soirée, tandis que le spectacle de clôture sera confié à Incognito, l'un des groupes les plus emblématiques de jazz-funk britannique.

Entretemps, le public du Dimajazz pourra aussi se délecter du talent de Radiodervish, d'Akamoon, de Diagonal "Nights in Tunisia", de Malted Milk & Toni Green ou encore apprécier le talent de la chanteuse marocaine Oum.

Le 13ème festival Dimajazz est organisé avec le soutien du ministère de la Culture, de la wilaya de Constantine et du commissariat de l'évènement "Constantine, capitale 2015 de la culture arabe".

R. C.

PAROLES DE FEMMES

«Le présent n'est pas un passé en puissance, il est le moment du choix et de l'action.»

Simone de Beauvoir



FEMMES

ILS ONT DIT :

«Le passé est éternel, c'est le présent qui passe, c'est le présent qui fuit, qui s'efface.»

Thomas B. Reverdy

ACTUS-FEMMES Page animée par Tinhinan

LE DUC ET LA DUCHESSE FONT DU RAPPEL EN GALLES DU NORD

Entre princesse Kate et le prince William, c'est l'escalade

En visite dans un centre d'éducation en Galles du Nord, le prince William et Kate Middleton ont goûté aux joies de l'escalade.

Les visites protocolaires n'ont pas que des mauvais côtés lorsque l'on est aussi hyperactif que princesse Kate et le prince William. Mécène du Mountain Rescue qui finance le centre d'éducation de Galles du Nord dans lequel il était invité vendredi, le duc de Cambridge savait qu'y emmener son épouse serait synonyme de bonne humeur.

Peu importe la grisaille et l'humidité, le large sourire de la duchesse de Cambridge était un soleil à lui tout seul. La jeune femme de 33 ans a montré que deux grossesses n'avaient absolument pas entaché sa condition physique puisqu'après une descente en rappel elle s'est attelée à l'escalade d'un mur d'une douzaine de mètres. Puis raillant le prince prêt à s'élancer à son tour tandis qu'elle l'assurait, elle lui a crié: "William, combien tu m'aimes?" Un moment de détente qui n'a pas fait oublier au jeune couple les raisons de leur venue. "On m'a souvent demandé pourquoi j'ai décidé de m'investir dans la question de la santé mentale des enfants. Ma réponse est celle que pourrait apporter beaucoup d'autres. J'ai été chanceuse. Mes parents et enseignants m'ont offert une enfance merveilleuse et protégée durant laquelle j'ai toujours su que j'étais aimée, écoutée et valorisée. Mais évidemment, tous les enfants ne sont pas aussi chanceux", a-t-elle expliqué.

Aussi, après avoir rencontré les jeunes du centre ainsi que plusieurs enfants scouts -qu'elle a salués de la mauvaise main...- Kate Middleton a confié vouloir inscrire Georges et Charlotte dans ce genre de groupes quand ils seront assez grand, de manière à ce qu'ils puissent fréquenter des enfants du même âge. Elle a aussi ajouté qu'elle espérait réussir à les élever à l'abri du tapage médiatique, dans la résidence familiale d'Anmer Hall, qu'on sait effectivement équipée en conséquence.



VENTRE PLAT

Misez sur les aliments anti-ballonnements !

Envie d'un ventre plat à l'approche des beaux jours ? Optez pour quelques-uns de ces aliments qui limitent les ballonnements !

LA BANANE

Même si elles pèsent leur poids, les bananes n'en font pas prendre pour autant. Bien au contraire : chargées en fibres et potassium, elles permettent de lutter contre la rétention d'eau.

LE CANTALOUPE

Ce melon est plein de potassium, faible en calories et il possède une forte teneur en eau. De quoi devenir l'aliment idéal des beaux jours !

LES LÉGUMES À FEUILLES

Certains légumes comme les choux de Bruxelles sont remplis de nutriments importants, mais ils créent une sensation de ballonnement. Les légumes verts à feuilles comme le chou frisé, les épinards ou la laitue ont toutes les qualités sans les inconvénients. Faibles en calories, riches en fibres, ils peuvent même aider à lutter contre la rétention d'eau.

L'HUILE D'OLIVE

L'huile d'olive contient un composé chimique appelé acide oléique qui permettrait de décomposer les graisses du corps, et notamment celles du ventre.

LE PAIN COMPLET

Les pains contenant des grains entiers, comme les pains complets, sont riches en fibres et permettent de stabiliser le taux de sucre dans le sang, contrairement aux pains blancs de la

grande distribution.

LES ARTICHAUTS

Un artichaut de taille moyenne contient près de 7 grammes de fibres, soit 30% de l'apport journalier recommandé. Parfait pour aider le système digestif à fonctionner correctement.

LES AVOCATS

Ils sont remplis d'acides gras monoinsaturés, bons pour la santé. Coupez-le en tranches et déposez-en une sur une tranche de pain grillé. Vous pouvez aussi le déguster dans une salade.

LE RIZ BRUN

Riche en glucides complexes, le riz brun

prend beaucoup de temps à être digéré et crée une sensation de satiété.

LES LENTILLES

Elles sont riches en protéines, en fibres et en glucides complexes, ce qui en fait un allié minceur idéal pour un ventre plat.

LES POMMES

Grignoter une pomme avant le repas peut vous aider à ressentir plus rapidement la sensation de satiété qui vous empêchera de trop manger.

LES CONCOMBRES

Ces légumes croquants contiennent peu de calories et ont un effet diurétique naturel.

LES TOMATES

Les tomates sont riches en potassium et aident notamment à réduire la résistance à la leptine, dont le rôle est fondamental dans la régulation de l'appétit.

LES ASPERGES

Les tiges contiennent du potassium qui permet de lutter contre la rétention d'eau. Vous pouvez les déguster crues ou après un rapide passage sur le grill.

L'AUBERGINE

Ce légume a une teneur faible en sodium mais riche en eau, ce qui l'aide à lutter efficacement contre les ballonnements.

NUTRITION

Vous avez entre 40-50 ans et plus et souhaitez rester belle, en forme et en bonne santé ?

L'ALIMENTATION JOUE UN RÔLE MAJEUR SUR L'ASPECT DE LA PEAU

Pour une bonne hydratation veillez à boire au moins 1 litre et demi d'eau par jour. Modérez votre consommation de boissons contenant de la caféine (café, thé, cola).

Certains nutriments sont nécessaires au maintien d'une peau saine : la vitamine A et les caroténoïdes contenus dans les fruits et légumes à chair orangée ou rouge, (carottes, poivron rouge, melon, abricot, tomate, pêche,

ALIMENTATION ET BEAUTÉ

nectarine...), mais aussi les légumes vert foncé (blettes, épinards, choux vert...). La vitamine C : dans les fruits surtout les agrumes, fruits exotiques et fruits rouges (citron, orange...).

La vitamine E dans les huiles végétales (germe de blé, tournesol, maïs, pépins de raisin...), graines oléagineuses (noix, noisettes...). Le zinc : fruits de mer, abats, viandes, fromages, céréales complètes, légumes secs, germe de blé, graines de sésame.

Le sélénium : fruits de mer (surtout les huîtres), poissons, céréales complètes, noix. Les acides gras essentiels (oméga 3 et oméga

6) constituants fondamentaux des membranes cellulaires (poissons gras, huiles de noix, colza, graine de lin...).

Une alimentation équilibrée et une activité physique quotidienne vous aideront à limiter les problèmes de fatigue, surpoids, troubles digestifs et vous protégeront contre certaines maladies (diabète, hypercholestérolémie, ostéoporose, cancers, maladies cardio-vasculaires...).

Une alimentation équilibrée permet d'avoir un bon état nutritionnel et donc d'optimiser son état de santé : meilleure forme au quotidien, meilleure résistance à la fatigue ou aux infections, retard du vieillissement...



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante **Naima MAHMOUDI** • Directeur de la publication **Aïssa KHELLADI** •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : **021.78.14.16** -

Fax : **021.78.14.17** - Service Publicité : **021.78.14.17** • Email : **Lesdebats@hotmail.com** •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression **SIA** • Publicité **ANEP** 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : **021.73.30.43**

SPORTS

Ligue 1 Mobilis (12e journée)

Le DRBT menace l'USMA

Le DRB Tadjenanet, qui a disposé du CS Constantine (1-0) samedi, en clôture de la 12e journée de la Ligue 1 Mobilis de football, a repris sa place de dauphin, à trois longueurs du leader, l'USM Alger qui avait battu en déplacement contre l'ASM Oran (2-0).

Pour sa part, le CR Belouizdad a raté une excellente occasion de monter sur le podium, en concédant l'égalisation dans le temps additionnel (90'+2) devant l'USM Blida alors qu'il menait (1-0) depuis la 47e minute. Les Rouge et Blanc avaient pourtant commencé par faire le plus dur, notamment par Asselah, ayant arrêté un penalty de Hicham-Chérif à la demi-heure de jeu, avant que Nekkache n'ouvre le score (47'). Cependant, juste avant que l'arbitre ne siffle la fin, Sylla a surgi tel un diable pour offrir une égalisation inespérée aux siens (90'+2). Leader invaincu depuis 8 journées, l'USMA a conforté sa première place vendredi en ramenant une précieuse victoire de son déplacement chez l'ASM Oran (2-0), portant ainsi son capital à 25 points, tout en ayant deux matchs en retard, respectivement contre la JS Saoura et le MC Alger. En attendant cette mise à jour du calendrier, les Rouge et Noir sont talonnés de très près par

le nouveau promu, DRB Tadjenanet (2e avec 22 pts), et par l'USM El Harrach (3e avec 21 pts), suite à sa victoire (2-0) face au MO Béjaïa. De son côté, le MC Alger s'est montré à la hauteur des attentes de son «peuple» en disposant petitement du MC Oran (1-0) à Bologhine, grâce à une reprise de volée de son maître canonier, Merzougi (33'). Pour sa part, le NA Hussein-Dey s'est bien remis de sa lourde défaite contre le RC Arbaâ en battant difficilement le champion sortant, l'ES Sétif, grâce à une réalisation signée Benaldjia, dès la 4e minute de jeu. Idem pour la JS Saoura qui n'a pas déçu face au RC Relizane, engrangeant trois précieux points suite à une victoire (2-0), assurée par Zaidi (4') et Bapidi (58'). La lanterne rouge, le RC Arbaâ n'a pas confirmé le large succès obtenu contre le NA Hussein-dey (3-0) lors de la précédente journée, en concédant le nul sur sa pelouse face à la JSKabylie (1-1). Pourtant, les coéquipiers de Harrouche avaient bien entamé la partie avec une ouverture du score dès la 6e minute par Ghislain, avant de concéder l'égalisation sur un penalty de Boulaâouidat. Un semi échec à domicile qui maintient le RC Arbaâ en position de lanterne rouge, avec 8 points, au moment où la JS Kabylie fait du surplace dans le milieu de tableau.

Imad M.



Résultats et classement :

MCA- MCO	1-0
DRBT- CSC	1-0
USMB- CRB	1-1
ASMO -USMA	0-2
NAHD- ESS	1-0
RCA-JSK	1-1
JSS- RCR	2-0
USMH -MOB	2-0

	Pts	J
1). USM Alger	25	10
2). DRB Tadjenanet	22	12
3). USM El-Harrach	21	12
4). CR Belouizdad	19	12
5). MC Alger	18	11
6). MO Béjaïa	17	12
7). NA Hussein-Dey	16	12
8). JS Saoura	15	11
9). JS Kabylie	14	12

—). ES Sétif	14	12
—). USM Blida	14	12
12). CS Constantine	12	12
—). MC Oran	12	12
14). RC Relizane	11	12
15). ASM Oran	10	12
16). RC Arbaâ	8	12

Portugal

Slimani qualifie son équipe en Coupe

■ Islam Slimani termine sa folle semaine en beauté, après ses quatre buts en sélection, il marque dans la prolongation le but de la qualification en Coupe du Portugal face au Benfica. Titularisé samedi malgré sa semaine chargée avec les deux matchs qualificatifs face à la Tanzanie, Islam Slimani aura fait un match plein.

Dès la quatrième minute déjà, il trouve le poteau sur une belle tête décroisée. 31e minute, nouvelle occasion, sur un centre de la droite, il jette son pied mais Julio Cesar, sorti à sa rencontre, contre le ballon, qui sort. Dans les arrêts de jeu, il est à l'origine de l'égalisation du Sporting. Il se bat sur un ballon à gauche, ce dernier retombe dans son dos, il le suit et en extension, il centre de l'extérieur du pied droit devant le gardien, ça revient sur Adrien, qui marque (45'+1'). En fin de match, il va pousser, il prendra un carton pour simulation (83'), ensuite, il est à deux doigts de tromper Julio Cesar suite à un cafoillage (87'), avant de rater un retourné (89'). Ses efforts finiront par payer dans la prolongation, puisqu'à la 112e minute, après avoir usé la défense de Luisão, à l'affût d'une lourde frappe d'Adrien repoussée par le gardien, il suit et marque le but du 2-1.

Antalyaspor

M'Bolhi n'a pas joué face à Galatasaray

■ Alors qu'il avait pris part aux quatre derniers matches de son club, le gardien Algérien Raïs M'Bolhi n'a pas été convoqué pour le match face à Galatasaray. L'entraîneur Yusuf Simsek a titularisé le Slovène Saso Fornezzi lors d'une rencontre folle à Istanbul, qui s'est terminée sur une course-poursuite et un score final de 3-3, avec une égalisation d'Antalyaspor dans les arrêts de jeu. On ne connaît pas encore la raison de la non convocation de l'ancien joueur des Philadelphia Union.

CAN-2015 (U-23)

Ultime stage des Olympiques

■ La sélection olympique algérienne de football a entamé samedi son ultime stage de préparation au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger) en prévision de la Coupe d'Afrique des nations U23, qui se déroulera du 28 novembre au 12 décembre 2015 au Sénégal et qualificative aux Jeux Olympiques Rio-2016. Vingt-et-un (21) joueurs retenus par le sélectionneur André-Pierre Schürmann participent à ce regroupement qui se poursuivra jusqu'au 25 novembre, date du déplacement de l'équipe algérienne à destination de Dakar à bord d'un vol spécial de la compagnie nationale Air Algérie. La liste des 21 dévoilée mercredi par la FAF est marquée par la présence des joueurs de l'USM Alger Oussama Darfalou et Oussama Chita (MC Alger) qui étaient incertains à cause de blessure. En revanche, les deux profession-

nels Ramy Bensebaini (Montpellier) qui avait pris part aux éliminatoires contre la Sierra Leone et Rachid Ait Athmane (Gijon) récemment convoqué, ne figurent pas dans la liste des 21. Il faut dire que la CAN des U-23 n'est pas inscrite au calendrier international de la FIFA. D'autre part, une zone mixte avec les joueurs de la sélection olympique sera organisée pour les médias lundi à 14h30 au CTN en marge de la séance d'entraînement. Au premier tour de la CAN-2015, l'Algérie affrontera l'Egypte le 28 novembre 2015, le Mali le 2 décembre 2015 et le Nigeria le 5 décembre 2015. Les trois premiers du tournoi se qualifieront aux Jeux Olympiques de Rio de Janeiro 2016.

► Liste des 21 joueurs retenus : Salhi Abdelkadir (ASO Chlef), Methazem

Oussama (RC Arbaâ), Chaâl Farid (USM Harrach), Salah Nour Islam (ASO Chlef), Rebiai Miloud (ES Sétif), Abdellaoui Ayoub (USM Alger), Kenniche Ryad Kamar Eddine (ES Sétif), Cherifi Redouane (USM Bel-Abbès), Ferhani Houari (RC Arbaâ), Halamia Mohamed Réda (MC Oran), Ferhat Zineddine (USM Alger), Smahi Khalil (ASO Chlef), Gagaa Ahmed (JS Kabylie), Draoui Zakaria (CR Belouizdad), Benkhemassa Mohamed (USM Alger), Benguit Raouf (Paradou AC), Chita Oussama (MC Alger), Meziane Bentahar Abderrahmane (RC Arbaâ), Haddouche Zakaria (ES Sétif), Amokrane Abdelhakim (DRB Tadjenanet), Darfalou Oussama (USM Alger).

Challenge national de cross (1^{re} étape)

Foudil (messieurs) et Hadjira (dames) s'illustrent



■ L'athlète Aggoun Foudil (Souk El Tenine, Béjaïa) chez les messieurs et Soukhal Hadjira (Bordj Bou Arréridj) chez les dames ont remporté la 1re étape du Challenge national de cross-country qui s'est déroulée samedi sur le parcours de la forêt d'El Baâraouia, près d'El Khroub (Constantine). S'exprimant en marge de la course organisée pour la première fois sur ce parcours boisé, le président de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA), Amar Bouras, a fait part à l'APS de «l'entière satisfaction» de la fédération quant à la qualité du tracé qui se prête «naturellement», selon lui, à l'organisation de ce genre de compétitions sportives. De son côté, Soraya Sbirri, directrice de l'Office Sports-culture-tourisme-loisirs (OSCULT), organisateur du challenge avec le concours de l'Assemblée populaire communale d'El Khroub et le soutien technique de la ligue constantinoise d'athlétisme (LCA), a proposé, dans ce contexte, l'organisation à El Baâraouia du prochain championnat d'Algérie qualificatif pour le championnat du monde de cross-country qui sera disputé en mars 2017.

Handisport/Jeux Paralympiques-2016 (qualifications)

Six Algériens au championnat d'Europe

■ Six athlètes algériens prendront part au championnat d'Europe «open» de powerlifting handisport, prévu du 24 au 28 novembre à Eger (Hongrie), pour espérer «récolter davantage de points» et améliorer ainsi leur classement international, en vue d'une qualification aux jeux Paralympiques de Rio, a-t-on appris samedi auprès de l'entraîneur national, Mohamed-Salah Benatta. «Les six athlètes choisis sont les meilleurs actuellement en Algérie et on a jugé opportun de leur donner une autre chance pour

améliorer leurs charges et surtout leur classement international, en vue d'une qualification au rendez-vous paralympique de Rio-2016», a déclaré Benatta à l'APS. En prévision de la compétition d'Eger, les Algériens avaient bénéficié d'une préparation d'une dizaine de jours à la salle omnisports de Staouéli (Alger), sous la coupe de l'entraîneur en chef, Mohamed-Salah Benatta et de son adjoint Rachid Boudjemaâ. Ce regroupement avait pour objectif de peaufiner la préparation, avec plusieurs séances d'entraîne-

ment au programme ponctuées, à chaque fois, par des tests d'évaluation individuels. «Après les derniers jeux Africains de Brazzaville, on a préféré donner quelques jours de repos aux athlètes pour récupérer, avant de reprendre le travail, avec une préparation non stop qui commence, d'habitude, en clubs. Maintenant, on est sur la dernière ligne droite, car il reste aux athlètes deux compétitions de grande envergure pour assurer des qualifications aux Paralympiques», a expliqué l'entraîneur en chef. Benatta faisait allu-

sion au championnat d'Europe «open» de powerlifting en Hongrie et au tournoi international de Fizaà à Dubaï (février prochain) qui sont des compétitions homologuées par le Comité Paralympique international (IPC). Deux autres tournois d'envergure sont inscrits au programme de la discipline de powerlifting, mais auxquels il sera difficile aux athlètes algériens de participer, à savoir le rendez-vous de Kuala Lumpur (Malaisie) et celui du Brésil au début de l'année 2016.

Processus de paix
au Sahara occidental

Le Front Polisario appelle à briser l'impasse actuelle

Le Front Polisario a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à briser l'impasse préoccupante actuelle dans laquelle se trouve le processus de paix au Sahara occidental en raison de l'intransigeance du Maroc, affirmant que ce conflit "ne peut pas se prolonger indéfiniment". Dans une lettre adressée récemment par le représentant du Front Polisario auprès de l'ONU, Ahmed Boukhari, au président du Conseil de sécurité, M. Boukhari a souligné que le Front Polisario a salué l'appel du SG des Nations Unies Ban Ki-moon aux parties du conflit, "le Front Polisario et le Maroc à s'engager dans des négociations pour trouver une solution au conflit, et à coopérer avec l'Envoyé personnel, Christopher Ross, afin de parvenir à un règlement équitable au conflit du Sahara occidental".

Affirmant que le Maroc ne peut poursuivre dans sa campagne d'escalade qui "consolide" son occupation illégale du Sahara occidental, M. Boukhari, cité samedi par l'agence de presse sahraouie (SPS), a ajouté que le récent discours du roi du Maroc à El Ayoun occupée "est un défi par le Maroc de la légitimité internationale qui considère le Sahara Occidental un territoire non autonome dont le sort reste à définir". "La situation de frustration et de manque de confiance en l'Organisation des Nations Unies est en augmentation pour le peuple sahraoui dans les camps de réfugiés sahraouis et les territoires occupés, en particulier chez les jeunes qui rejettent l'impasse actuelle", a affirmé le représentant sahraoui. Il a réaffirmé que la seule solution au conflit du Sahara occidental passe par l'organisation d'un référendum "libre, juste et impartial devant permettre au peuple sahraoui de s'exprimer sur son avenir". A rappeler que le Conseil de sécurité a organisé mardi une conférence sur la paix et la sécurité durant laquelle la cause sahraouie a été abordée.

Inscrit depuis 1966 sur la liste des territoires non autonomes, et donc éligible à l'application de la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU portant déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, le Sahara occidental est la dernière colonie en Afrique, occupé depuis 1975 par le Maroc, soutenu par la France.

R. N.

Prix de la fondation "Wissam El Alem Aljazairi"

Le chercheur Belgacem Haba lauréat

Le chercheur en nanoélectroniques Belgacem Haba a remporté le prix de la fondation "Wissam El Alem Aljazairi" (la médaille du savant algérien) dans sa 8ème édition, pour ses recherches et ses réalisations au sein des plus grandes firmes internationales. La cérémonie organisée samedi à Alger a été marquée par la présence de plusieurs personnalités scientifiques et culturelles et d'un nombre d'étudiants et d'enseignants universitaires qui ont apporté dans leurs interventions leurs témoignages sur les réalisations du chercheur.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de la cérémonie, Belgacem Haba a appelé les chercheurs et les étudiants algériens à déployer tous leurs efforts pour réaliser leurs objectifs et à ne jamais baisser les bras devant les obstacles auxquels ils font face.

R. N.



Ouest du pays

Saisie de deux tonnes de kif traité



Près de deux tonnes de kif traité ont été saisies durant les dernières 48 heures dans des opérations distinctes menées dans les wilayas de Mascara, Tiaret et d'El Bayadh, a-t-on appris dimanche à Oran auprès des services de la Gendarmerie nationale.

Agissant sur renseignements, les éléments de la compagnie territoriale de Bougtob (El Bayadh), appuyés par la Section de sécurité et d'intervention (SSI) du groupement de gendarmerie de la même wilaya, ont intercepté, sur la route reliant Bougtob à El Bayadh, un camion transportant 8,40 quintaux de kif traité.

Ils ont également arrêté trois personnes qui étaient à bord du camion et saisi une somme de plus de 22 millions

DA trouvée en leur possession, a-t-on indiqué.

Dans la même opération, les gendarmes ont aussi saisi un véhicule touristique, a ajouté la même source signalant l'ouverture d'une enquête sur cette affaire.

A Tiaret, trois autres narcotrafiquants ont été arrêtés dans le cadre d'une affaire de trafic de stupéfiants qui a conduit à la saisie de 9,17 quintaux de kif traité.

Selon la même source, cette saisie a eu lieu dans la commune de Guertoufa sur la route reliant Tiaret et Relizane, suite à des renseignements parvenus aux gendarmes de la compagnie de Tiaret qui ont agi avec l'appui de la section de sécurité et d'intervention.

Elle a permis la saisie d'un camion qui transportait

la drogue et deux véhicules touristiques, a-t-on indiqué de même source, signalant qu'une enquête est ouverte sur cette affaire.

Agissant sur renseignements, les gendarmes de la compagnie territoriale de Mascara, assistés de ceux de la section de sécurité et d'intervention du groupement territorial et du peloton de sécurité routière de Ras El Ain Amirouche, ont interpellé deux (02) narcotrafiquants sur la route reliant Oran à Mascara, dans la commune de Sig.

Le gendarmes ont saisi, dans cette opération, 86 kilogrammes de kif traité à bord du véhicule transportant ces narcotrafiquants. Une enquête est ouverte par les gendarmes de la brigade territoriale de Sig.

R. N.

Attaque à Bamako

L'enquête suit "plusieurs pistes"

Les enquêteurs sont entrain d'explorer "plusieurs pistes" dans leurs recherches sur les commanditaires, complices éventuels et auteurs de l'attaque meurtrière de vendredi dans un hôtel de Bamako, qui a coûté la vie à 27 personnes, a affirmé une source policière malienne.

"Nous sommes sur plusieurs pistes, mais nous ne ferons pas de déclaration" à ce sujet, a déclaré cette source citée par l'AFP. "A l'intérieur de l'hôtel" Radisson Blu, théâtre de l'attaque, "des objets récupérés donnent des indications", a ajouté la même source.

Samedi, une source de sécurité malienne avait indiqué que trois personnes soupçonnées d'être impliquées dans l'attaque étaient "activement" recherchées.

Le Radisson Blu, établissement fréquenté

par des diplomates, hommes d'affaires et autres expatriés, a été attaqué vendredi par des hommes armés qui y ont retenu quelque 170 clients et employés.

Selon un bilan définitif des autorités maliennes, l'attaque a fait 27 morts, dont 13 étrangers de cinq nationalités ainsi que deux assaillants.

L'assaut a été revendiqué par le groupe terroriste Al-Mourabitoune, proche d'Al-Qaïda.

En raison de l'attaque, l'état d'urgence - interdisant théoriquement réunions publiques, rassemblements et manifestations de rue de nature à troubler l'ordre public - a été décrété vendredi soir pour dix jours dans l'ensemble du pays, qui observera à partir de lundi un deuil national de trois jours.

R. N.

ACTU...

Accidents de la circulation

28 morts en une journée

Vingt huit (28) personnes ont trouvé la mort et 62 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation survenus à travers le territoire national durant les dernières 24 heures, a indiqué dimanche un communiqué du Commandement de la Gendarmerie nationale.

L'accident le plus grave est survenu à Ain Defla, dans la commune de Bir-Ould-Khlifa, occasionnant le décès de sept (7) personnes d'une même famille, dont deux enfants, a précisé la même source.

Deux autres accidents ont été enregistrés à Ain Amenas (w. Illizi) occasionnant la mort de six personnes et des blessures à 26 autres, alors que à El-Bayadh les mêmes services ont enregistré le décès de quatre (4) personnes et des blessures à cinq (5) autres dans des accidents de la route, a ajouté le communiqué.

R. C.

Laghouat

Deux corps repêchés d'une mare à Taouyala

Deux corps sans vie ont été repêchés par les éléments de la Protection civile d'une mare située à Taouyala, dans la wilaya de Laghouat, a-t-on appris dimanche auprès de la Protection civile (PC).

Il s'agit des cadavres d'un homme de 56 ans et d'une fillette de 11 ans, qui ont été repêchés samedi de ce point d'eau, a indiqué un communiqué de cette instance.

Les corps des deux victimes ont été déposés à la morgue de l'établissement public hospitalier (EPH) de la ville d'Aflou, selon la même source. On ignore pour l'heure les circonstances de ces décès.

R. L.

Brésil

Un des pays "les moins sûrs" pour les journalistes

Le Brésil a été l'un des pays "les moins sûrs" pour les journalistes au cours des dernières années, a déploré dimanche l'ONU, quelques jours après le meurtre de deux d'entre eux.

"Au cours des dernières années, le Brésil figure parmi les pays les moins sûrs de la région et du monde pour le travail des journalistes sociaux", a indiqué le bureau des droits de l'Homme de l'ONU pour l'Amérique du sud (ACNUDH) dans un communiqué.

Condamnant la mort de deux journalistes, tués par balles les 10 et 13 novembre respectivement dans les Etats de Pernambuco et Maranhao (nord-est), le représentant de l'ACNUDH, Amerigo Incalcaterra cité dans le communiqué, a appelé "les autorités à enquêter sur leur mort et à châtier les responsables, pour que ces crimes ne restent pas impunis".

Selon la même source, "la violence et l'intimidation font partie du quotidien de nombreux journalistes sociaux du Brésil en raison de leur travail" et exhorte les autorités "à les protéger".

M. Incalcaterra demande la création au Brésil d'un "observatoire de la violence contre les journalistes" et "réitère que l'ACNUDH est prêt à coopérer" avec les autorités brésiliennes.

Depuis 2011, 17 journalistes ont été tués au Brésil, dont six en 2015. Le pays occupe la onzième place dans le classement établi par le Comité (brésilien) de Protection des Journalistes (CPJ) concernant l'impunité des responsables de meurtres de journalistes.

R. I.